

SA FRONTIÈRE

HEBDO

Semaine du 3 janvier au 9 janvier

N 5

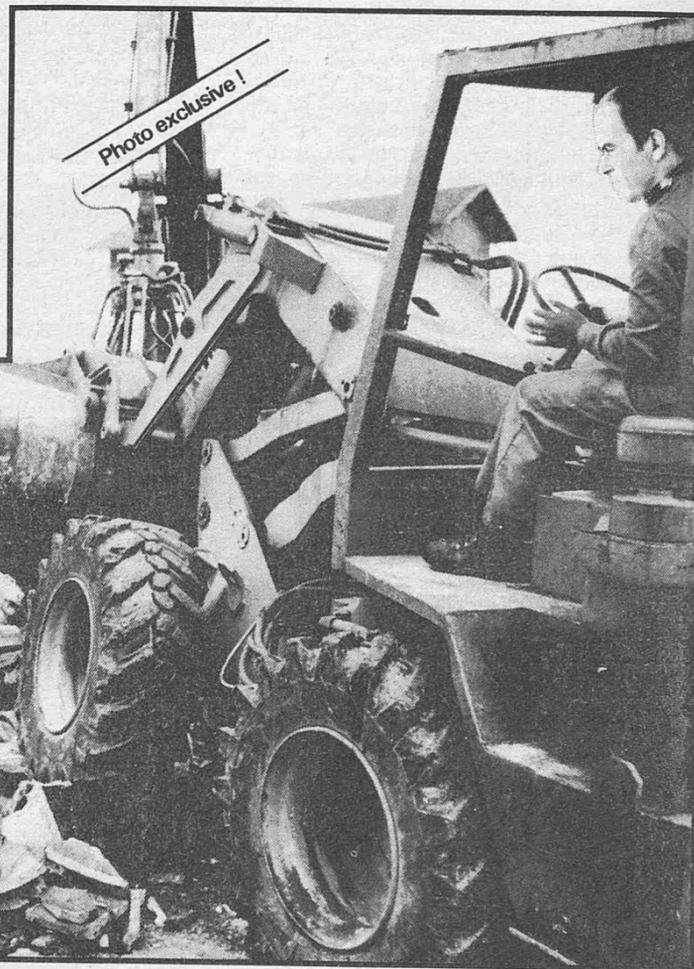
5 F.F

Maroc 4,40 DH

Racisme : L'hystérie gagne le PC

La sérénité des immigrants s'accompagne d'un profond désarroi

Notre reportage à Ivry et Vitry Pages 3,4 et 5



L'adieu



à Galli

Exclusif

page 14

*Jean-Luc Montama
Champion du
Monde de Karaté*

Afghanistan :

page 11

**« La population
aux côtés
de la résistance »**

Martinique : le Mouvement

page 8 et 9

Indépendantiste Martiniquais parle

Dis-moi...!

Oh ! ces années éremitiques, imperceptiblement destructrices ! Il fallait deux à trois bouteilles par jour, selon les conditions. C'est dans ce désert-là qu'il l'a croisée. La steppe avec sa faune... Les bistrot. Etranger. Vous savez ce que ce mot-là veut dire ? Veut dire quand on dit de vous : c'est un étranger. Quand on dit de soi-même : « je suis un étranger ». Mais quel est mon pays ? Il y a bien cette image dans ma tête, mais mon corps est glacé... Basta !

Le copain est retourné l'été passé. Cela veut dire que ça existe puisqu'on peut y retourner. Le Retour. Ce mot vous colle à la peau à travers les saisons. Il revient trop souvent au creux des bouteilles.

Le chien du tôlier est enrhumé, on l'entend tousser derrière le comptoir. Est-ce qu'elle était là avant qu'il se penche un peu trop par-dessus le bar et que les verres se cassent la gueule... Intéret à faire gaffe, mon pote, on est tolérants, mais il y a des limites... Ses yeux qui le regardaient quand il s'est relevé, on a cherché tout de suite à savoir ce qu'ils disaient... Allez ouste dehors, à moins que tu préfères qu'on t'aide... Elle est juste venue acheter des cigarettes, remarque, ça se voit tout de suite, pas vraiment la dégaine à... Ils sont sortis en même temps.

Il fait froid, elle a l'air fatiguée elle aussi — de marcher dans le désert ? — est-ce que cela suffit d'avoir la fatigue comme lot commun pour : Je suis Mohammed Ben Tahar, je suis fatigué, tu sais, fatigué de ce monde-là, et chercher à savoir si j'en fais partie ou pas. Dis-moi. Je suis Mohammed Ben Tahar, je suis Marocain, parle-moi, je suis Mohammed, de Guercif, j'ai une mère moi aussi, là-bas, au village, elle n'est pas morte, ils m'auraient écrit, et dans mon passé, beaucoup de bouteilles, aussi, des bouteilles... vides... Cela ne suffit pas, les bouteilles vides, Mohammed Ben Tahar, Marocain, cela ne suffit pas, les bouteilles vides, Mohammed Ben Tahar, Marocain, cela ne suf-

fit pas pour faire sauter le bouchon de ta bouche. Le bouchon, il ne saute que sous la pression du vomis.

C'est bizarre, ça ne l'a pas dégoutée. Peut-être qu'elle a eu pitié, pas, toi, la pitié. Je te tuerais, toi, et les autres, et toi, pour la pitié !

Tu as l'air jeune toi aussi, pourquoi tu fais ça ? Si un jour de semaine... t'as pas de boulot ? Pourquoi tu fais ça, c'est pas une solution. Et après tu dois battre ta femme et dégueuler partout dans la cuisine, sur le lit.

Et ta femme, elle ramasse. Elle ramasse sans rien dire, parce qu'elle croit qu'elle n'y peut rien, parce que vous croyez tous les deux que vous n'y pouvez rien.

Je suis Mohammed, Mohammed Ben Tahar. Etranger. Tu sais ce que cela veut dire ? Et ma femme, elle ne ramasse que les larmes que je lui envoie, la nuit, quand je ne sais même plus si c'est vraiment à elle que je pense.

Tes larmes, Mohammed... L'eau qui coule de toi est presque bonne à boire. En sechant, elle donnera des déserts de sel qui deviendront mythiques, et parsemés d'os blancs.

« J'avais l'impression d'être en face de quelqu'un qui cherchait depuis la nuit des temps où le menaient ses pas.

« Pour supporter une telle confrontation, il est absolument nécessaire de se fermer — boucher toutes les ouvertures qui pourraient laisser passer ce fluide qui voyage d'un être humain à l'autre. Murer aussi les portes du souvenir, qui parle d'absolu, qui parle d'une nudité possible — être à vif, corps qui palpète — et d'ailleurs, dans quelle confrontation n'est-il pas nécessaire de se boucher les oreilles, dans quelle occasion de la vie n'est-il pas vital de se défendre à tout prix, d'être indifférent ?

« Voilà en tous cas où me mènent mes pas. Une cellule, et j'ai les clefs dans ma poche... »

M.M



Mensonges ?

Vous m'excuserez de ne pas mettre mon adresse, ceci pour des raisons de sécurité. Je suis Martiniquais, cela fait le deuxième journal (S.F.) que j'achète, non pas parce que je soutiens votre journal, mais une fois par curiosité, je l'ai feuilleté dans un magasin et j'ai trouvé les nouvelles très vivantes et réelles. Si je vous ai écrit, ce n'était pas pour vous dire cela, **je vous fais un grand reproche** : dans votre numéro trois, du 20 au 26 décembre 1980, vous avez publié des articles sur la Martinique, qui ne m'ont pas fait plaisir du tout. Dites-vous bien, M. Khali Hamoud, la Martinique est un département français, avec les mêmes droits, la même administration qu'en France. Alors, je ne vois pas pourquoi vous parlez de la Martinique dans votre journal. Les Martiniquais ne sont pas des immigrés, mais des Français. Vous avez vu certainement à la police, à la douane, à la Sécurité Sociale, aux P.T.T., aux Impôts, des Antillais. Eh bien, ce sont des Français, nantis des mêmes droits que les Français de métropole.

Vous vous faites une très mauvaise illusion d'optique des Antillais Français en France, ce ne sont pas des immigrés, mais des Français.

Quand votre reporter, Maria M. Kalla-Lobe dit dans son article que les Martiniquais se sentent blessés parce

qu'ils sont Français là, c'est du mensonge, c'est simplement pour perturber le calme de ces départements et, croyez-moi, ça me gêne.

Je travaille en France, si j'étais resté en Martinique, j'aurais déjà crevé.

N.D.L.R. : Notre « frère » antillais affirme être venu travailler en France de peur de crever en Martinique. Nous n'allons pas jusque-là : pourquoi un Martiniquais devrait-il « venir » en France puisque justement la Martinique est la France ? Nous ne pensons pas jouer les perturbateurs en exprimant un point de vue que beaucoup d'Antillais partagent.

Signes

J'achète *Sans Frontière* ce matin, mais je ne l'achète pas régulièrement. Je l'aime bien et je m'aperçois qu'il est daté du 28 octobre.

J'en déduis donc (sans mal) que vous avez des difficultés de trésorerie et je vous adresse ma maigre participation en prenant un abonnement.

Je souhaite vivement que le journal continue à vivre de la même façon que je souhaite que les hommes et les femmes continuent à prendre eux-mêmes leur « destin » en main. Eh bon sang, ce n'est pas facile. Un journal libre qui ancre ses colonnes sur les revendications de ceux qui n'ont jamais la possibilité de s'exprimer en est le meilleur garant. Il faut que ces journaux-là paraissent. Il faut une information véritable. Une information libre. Bonne chance !

S'il y a besoin d'un coup de main pour aider à la publication du journal et si je suis capable d'y contribuer, dans la mesure de mes possibilités — emploi du temps — on peut me faire signe.

M.C. Andréani

N.D.L.R. : Le Journal « S.F. » est passé en hebdo depuis le mois de novembre 1980. Nous avons évidemment besoin d'un soutien financier de plus en plus grand.

NOUVEAUX TARIFS D'ABONNEMENTS

A l'ordre de « Sans Frontière », 35 rue Stephenson, 75 018 Paris — C.C.P. 420900 F Paris

(Soutien à partir de 300 francs)

	1 an	9 mois	6 mois	3 mois
France	220F	170F	120F	70F
Europe, Afrique	280F	220F	160F	90F
Par avion	320F	290F	170F	105F

Abonnement

Réabonnement

Nom

Prénom

Adresse

Code postal Ville

sansfrontière

Siège social : 35 rue Stephenson, 75018 Paris
Tél. : 606 15 68
Rédaction Paris : 33 bd Saint-Martin
75003 Paris. Tél. : 278 44 78.
Rédaction régionale Midi : 9 rue de la Rotonde
13001 Marseille. Tél. : (91) 62 58 93.
Directeur de la publication : Khali Hamoud
C.C.P. : 420900 F Paris
Commission paritaire N 61715
Diffusion N.M.P.P.
Imprimerie Voltz-Roto, 93 Montreuil.

Vitry : le P.C.F. aux couleurs de la France

Vitry garde son air triste malgré les sapins saupoudrés de neige artificielle et disséminés ici et là dans les artères de la ville. Au bout de la rue Gabriel Péri, un bar, deux magasins, le complexe sportif municipal, et derrière : la rue des Fusillés.

Quelques pavillons, deux usines et enfin le foyer ADEF au bout de la rue, au bout de la solitude.

Les salariés de l'ADEF vous accueillent à bras ouverts, vous font voir les dégâts et vous racontent avec force détails l'agression commise mercredi dernier par le maire communiste et ses sbires. Finis les gérants — gardes chiourmes qui vous ferment la porte au nez, l'ADEF soigne son image. Main dans la main avec les médias, elle se fend de communiqués « gauchistes » qui reprochent au Parti son électoralisme et organise des journées portes ouvertes non-stop. Faut dire que ces négriers ont été à bonne école, celle du comité de coordination.

Le gérant n'est pratiquement jamais seul ; il y a l'entrepreneur attiré de l'ADEF, qui vous explique longuement tous les travaux de rénovation accomplis depuis mars dernier, et qui se lamente sur les dépradations commises par les communistes.

A côté, le fonctionnaire de la direction régionale sud qui sort tout juste du cabinet du préfet du Val de Marne, vous chuchote que « l'affaire est montée très haut » puisque Marchais et Bonnet s'en occupent... Ouf... On peut respirer.

Il vous décrit en long et en large le foyer de Saint-Maur, où logeaient certains depuis

1968, les Maliens et s'étonne qu'il n'y ait pas eu d'accident dans ce foyer, tellement les baraques en bois étaient délabrées et humides, les fils électriques à nu.

La main sur le cœur, il reconnaît les torts de l'ADEF, qui connaît bien « ses immigrés », la prostitution clandestine, qui s'y passe (« mais après tout ce sont des hommes » dit-il), le trafic des papiers, les résidents clandestins.

A la cafétéria du foyer, un jeune Malien est derrière le comptoir et lit une revue de presse gracieusement offerte par le gérant. Il remplace Dekouré, le cher couturier absent ainsi que son frère Mamady, qui lui sert d'interprète. Tous les Maliens présents me renvoient à Dekouré et à son frère, qui « parlent en notre nom » et me disent qu'ils sont fatigués des journalistes ? Fatigués ? Peut-être. Mais surtout méfiants, face à toute cette avalanche de visites, ces caméras bien indiscretes. Cet intérêt soudain, ces magouilles qu'ils ne saisissent peut-être pas entièrement, mais qu'ils doivent sentir confusément.

Ils se réfugient alors derrière la tradition, qui plaie si bien aux journalistes, pour dire leur unité et leur refus de quitter ce foyer quelque soit le prix, où se cachent derrière l'alphabétisation pour vous signifier leur unité. Dekouré (et son aîné de chef est là pour vous éconduire, ou alors s'exhiber se prêter obligeamment à vos questions. A voir ces jeunes Maliens qui commencent à vous parler pour s'arrêter tout de suite après, on se sent un peu mal à l'aise, étrange atmos-

phère où unité rime avec autocensure, et où la tradition s'arrête aux portes de la mosquée que peu de Maliens fréquentent.

On a envie de leur foutre la paix, de les laisser tranquilles, et de dire à l'ADEF et à la municipalité de faire pareil. Or il semble que la partie qui vient de s'engager n'est pas prête de se terminer.

A ma droite, l'ADEF, organisme gestionnaire de triste notoriété, qui a bien préparé sa provocation, s'il y en a une, et qui s'est assurée le soutien des Maliens, heureux d'en finir avec leur vie de chien de Saint-Maur.

A ma gauche, une municipalité atteinte d'hystérie raciste, qui « Manifeste sa solidarité » aux immigrés à coups de bulldozer, et qui ne recule ni devant le mensonge, ni devant la manipulation des faits.

Pour la municipalité, le foyer doit absolument revenir aux vitriots français, même si, ce que les lecteurs des journaux communistes ne sauront jamais, ce foyer a été construit

grâce aux fonds du FAS (l'argent des immigrés). La municipalité a déjà pensé aux futurs locataires : les travailleurs célibataires français, du secteur public et les élèves des établissements scolaires de la ville.

Au bar, le plus proche du foyer, les consommateurs auront le dernier mot de la fin, après moult pastis : « les petits vieux français au foyer, les Noirs et les Arabes à la Baltique ». Et comme à Ivry, ces braves vitriots disent : « merci monsieur le maire ».

k. B.

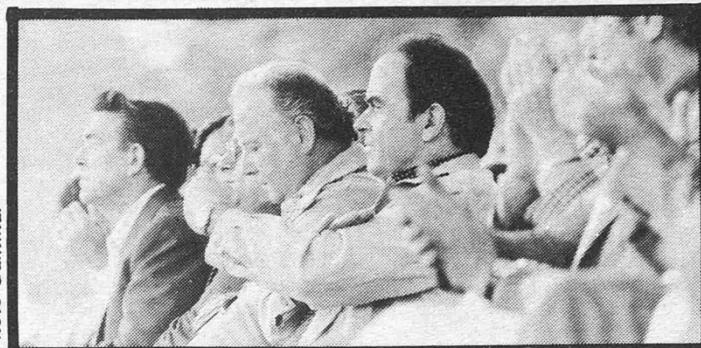


Photo Gamma

L'ère du désespoir

A Toulouse, il y a quelques semaines, une troupe de musique maghrébine est « jetée » d'une fête communiste, parce qu'elle voulait débattre avec le public de l'attitude du PC.

A Saint-Denis, des résidents du foyer sont expulsés de la mairie parce qu'ils voulaient eux aussi poser un certain nombre de questions au maire.

Et enfin à Vitry, des immigrés maliens sont agressés parce qu'ils sont relogés dans un foyer rénové.

C'est beaucoup en un mois, c'est trop, c'est intolérable.

Intolérable. Car si on connaît maintenant l'ampleur des dégâts matériels commis par les élus communistes, il suffit d'imaginer les dégâts humains que peut causer la politique du PCF envers les immigrés.

Intolérable, car elle nous blesse, désarçonne certains d'entre nous et légitime d'avance notre déportation future.

Intolérable, enfin en ce qu'elle légitime toute la politique d'un certain Stoléro, et mé-

me tout ce qu'il n'a pu encore réaliser. Cela expliquerait-il son étrange mutisme ? Etrange secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés : sa politique pernicieuse, ses déclarations cyniques et ses circulaires illégales, même annulées ont porté leurs fruits : « La France aux Français et les immigrés à l'embarcadere » pour vivre et travailler au pays, ajouterait le PC.

Depuis Vitry, ce qui unit Marchais et Stoléro est plus important que ce qui les sépare. Le PCF à l'image de la France profonde se révèle pour ce qu'il est : un parti bien français, un parti chauvin et xénophobe, un parti bien de « chez vous ».

L'affaire de Vitry, est un révélateur, un miroir de la France à l'aube des années de crise.

C'est la défaite d'un certain espoir que nous avons cru pouvoir partager avec des couches de ce peuple. C'est l'ère du désarroi qui commence. Le nôtre et celui des rescapés de la lutte anti-raciste.

Sans Frontière

Libre opinion

par Tahar B. Jelloun

Les immigrés sont contagieux

Dans L'Humanité du 29 décembre 1980, François Hilsum écrit à propos de ce qu'il appelle « L'Affaire Saint-Maur » : « S'il est une vérité inscrite dans l'histoire, c'est bien celle-ci : le Parti communiste est le seul parti de ce pays à avoir été aux côtés des peuples opprimés ». Certes. C'est là une vérité. Ne chicanons pas sur les petits calculs ni sur les retards mis par ce parti pour exprimer son soutien à la lutte de certains peuples. Or que constatons-nous aujourd'hui ? Le PCF vient de trahir cette vérité, car les immigrés constituent en France, à leur manière un ensemble de communautés qu'on peut comparer à un peuple, lequel est — on ne le dira jamais assez — opprimé.

Les immigrés ne veulent pas entrer dans la polémique politique entre droite et gauche d'une part et entre différentes

composantes de la gauche d'autre part. L'important c'est qu'ils se sentent, non seulement abandonnés (à la limite ils en ont l'habitude ; leurs pays ne font pas grand-chose pour eux) mais aussi trahis et agressés par ceux-là même qui, normalement devraient les soutenir et défendre leurs droits.

Le raisonnement du PCF suit une logique : au-delà du fameux seuil de tolérance, le racisme peut s'installer (ce que l'éditorialiste de l'Humanité appelle « le risque de heurts avec la population française »). Depuis que les sociologues ont trouvé cette explication miracle du racisme, on s'y accroche. C'est peut-être vrai. En tous cas, elle est commode. Mais, faire le jeu de cette logique revient tout simplement à admettre et à entériner le racisme latent, prêt à se manifester dès que le seuil en question est dépassé (comme si en dessous de

ce seuil tout allait bien pour les Arabes et les Africains !).

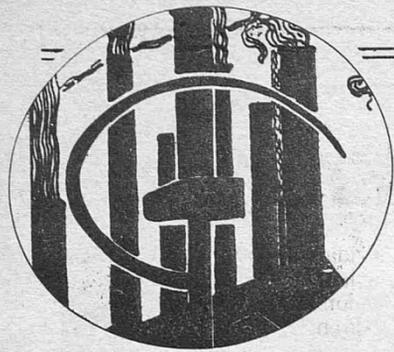
Si vraiment les élus communistes voulaient lutter contre la xénophobie et le racisme, ils devraient d'abord remettre en question cette histoire de quota et de limite et amener leurs compatriotes à réfléchir sur l'histoire de l'immigration et les aider à découvrir et peut-être à aimer les différences et cultures venues d'ailleurs, de considérer le rassemblement de ces communautés comme l'occasion d'apprendre et de s'enrichir. Or ils les confortent dans leurs attitudes et réactions naturelles. Lutter contre le racisme ne se limite pas à faire un meeting de temps en temps ou une manifestation. C'est aussi entreprendre un travail quotidien, en profondeur, un travail sur soi et avec les autres, un travail d'information, d'éducation et de confrontation des différences.

L'histoire des petites doses et des « répartitions équilibrées » est l'expression d'un racisme profond mais peut-être inconscient dont le PCF, me semble-t-il, ne mesure pas assez la gravité. D'abord cela revient à traiter les immigrés comme une entité abstraite manipulable, du bétail (n'en déplaise à L'Humanité-Dimanche, une espèce de quantité humaine, honteuse, contagieuse, un mal qu'il faut bien se partager car il n'y a pas de raison que les riches échappent à ce « cauchemar ». Ensuite, cela veut dire qu'on peut disposer des immigrés comme une masse mobilisable à volonté, dont on userait selon la volonté des habitants de telle ou telle commune. A aucun moment on ne leur demande leur avis. D'ailleurs, le PCF s'est bien gardé, et ce depuis longtemps, de réclamer pour les immigrés le droit de vote comme cela se pratique dans les pays scandi-

naves.

Ce qui est malheureux aussi dans cette histoire, c'est qu'elle se déroule sur fond de luttes politiques entre différentes tendances de la société française. Les immigrés se trouvent encore une fois utilisés par les uns et par les autres. C'est vrai : on fait de l'anti-communisme sur leur dos. C'est un bon prétexte. Le résultat concret c'est que rien ne change dans la condition de vie de survie, d'hommes et de femmes que l'histoire a expulsés de leurs terres et les a obligés de travailler en exil, dans le mépris, et la menace de mort. Au-delà de la campagne communiste, il faut reposer les vrais problèmes de l'immigration : jusqu'à quand les immigrés resteront privés de voix et constitueront la masse d'esclaves des temps modernes ?

Tahar Ben Jelloun



HASSAN B.

Je démissionne du P.C.F.!

Camarades,

Vous me voyez de moins en moins avec vous. Je me posais en effet des questions quant à la politique globale du Parti, certaines pratiques indignes d'un Parti (qui se veut communiste), notamment à la Fédération de Paris. J'ai appris par la presse la démission du secrétaire fédéral, bien avant qu'eux-mêmes ne démissionnent. La presse bourgeoise semble mieux renseignée que les membres du comité fédéral.

J'ai adhéré au Parti Communiste en 1969, pour mes frères j'étais Hassan, le « communiste ». Il a fallu se battre dur pour leur enlever de la tête que l'arrivée des communistes au pouvoir c'était la valise pour eux.

Je me posais des questions, pourquoi les immigrés ne rest-
t a i e n t

ils pas au Parti? Ils faisaient dans leur grande majorité, trois petits tours et puis s'en vont.

Et puis les choses sont allées très vite.

Première étape, Nanterre, la Cité Doucet, cité de transit, des gens qui habitent Nanterre depuis 18 ans, on refuse de les reloger sur la ville même, ce qui était leur vœu et il y avait des logements, la municipalité fait signer une pétition demandant que ces immigrés soient logés ailleurs qu'à Nanterre. J'ai rencontré une fille de cette même cité, elle me dit « les communistes ne m'en parlent pas ». Que lui dire? Que répondre?

Georges Marchais au Bourget dit « que dans la situation actuelle faire venir des immigrés en France, c'est faire grossir les rangs des chômeurs, nous nous disons halte à l'immigra-

tion ». Mais sur mon lieu de travail, qui est une vraie caisse de résonance, de l'information, « l'as vu Marchais a dit : les immigrés, on n'en veut plus ». Je sais que l'information est déformée, vous le savez vous aussi, alors quand on prend certaines positions...

Deuxième étape, à Vitry, les municipalités coupe le gaz et l'électricité, ce n'est pas suffisant, on fait venir le bulldozer pour bloquer la porte au passage du foyer aux Maliens.

qui étaient relogés là momentanément en attendant que leur foyer de Saint-Maur soit rénové. Je me rappelle de cette phrase de Paul Laurent à un comité fédéral « Là où la bourgeoisie emploie des atomettes nous on doit employer les chiens ». Je viens de la comprendre à Vitry.

Ce qui s'est passé à Vitry est grave, ce qui s'est passé à Nanterre est grave, après et pendant la campagne du pouvoir sur le pétrole et les Arabes, le chômage et les immigrés, voilà maintenant le « trop plein » des immigrés dans les municipalités communistes. Vous le savez, la crise du capitalisme nourrit le racisme.

Les immigrés n'avaient pas fini de balayer les débris de l'attentat fasciste de la rue Copernic que le Parti prenait la responsabilité de lancer la campagne sur « le trop plein » des immigrés dans les municipalités communistes.

Lundi matin, en prenant le travail, mon ami malien avec qui je discutais depuis longtemps pour qu'il adhère au parti me dit « T'as vu ce qu'ont fait les communistes, si j'étais communiste j'aurais honte ». C'est la première fois, en effet, que j'ai eu honte!

Tout compte fait, cette campagne, même si elle soulève des problèmes réels, où est l'analyse de classe quant à ce problème. Cette campagne. Je ne lui trouve qu'une explication électoraliste, si le Parti a perdu entre 16 et 24% dans les banlieues, c'est dû au « trop plein » d'immigrés. Est-ce que la voie pacifique au socialisme implique un électoralisme à outrance.

Je ne peux rester au Parti Communiste pour cautionner une telle politique, avec ma démission du Parti, je suis sûr et certain que d'autres vont adhérer au Parti, je les connais.

**Bouakra Hassan
Cellule Lenine de
Presse-Routage
Membre du comité fédéral**

Réaction :

MRAP

Le Mouvement contre le racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) est vivement préoccupé par les incidents consécutifs au transport de 300 Maliens de Saint-Maur à Vitry sur Seine.

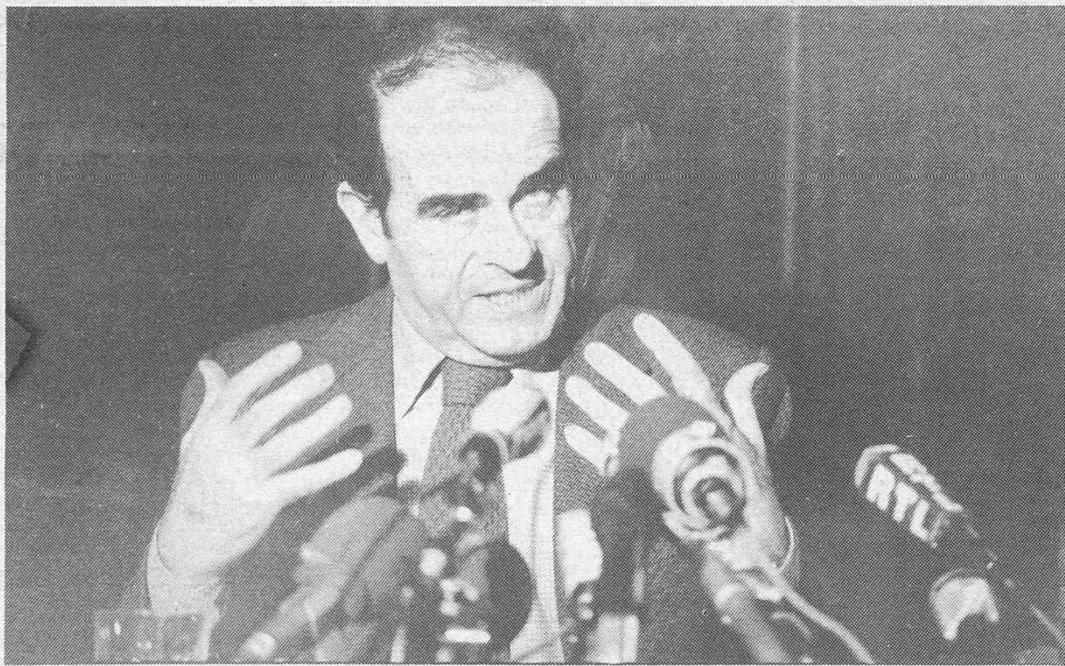
Il exprime sa solidarité à ces travailleurs comme à tous les immigrés qui occupent une place importante dans l'économie française, notamment dans la construction de logements dont ils sont le plus souvent exclus par la volonté des Pouvoirs Publics et des organismes patronaux.

Le MRAP rappelle que, comme dans tous les domaines de la vie sociale, c'est ensemble que Français et immigrés doivent agir dans leur intérêt commun pour mettre fin à la ségrégation de l'habitat et assurer à tous des conditions de vie satisfaisantes. Aussi le MRAP désapprouve-t-il des actions comme celles dirigées contre le foyer de Vitry qui ne peuvent que contribuer à opposer Français et immigrés et risquent d'accroître les incompréhensions réciproques.

Le mrap estime que le problème du logement des immigrés et plus généralement de leur place au sein de la société française nécessite dans l'ensemble du pays un débat lucide et approfondi refusé jusqu'à présent par les pouvoirs publics.

C'est pourquoi, dans le cadre des Etats-Généraux de la lutte contre le racisme, le MRAP prend immédiatement l'initiative d'une table ronde en vue de dégager des propositions réalistes et humaines.

Le 29 décembre 1980



Déclaration du P.S.U.

Le PSU condamne fermement l'attitude des élus communistes de Vitry qui le 24 décembre, ont rendu insalubre un foyer de travailleurs où étaient relogés des Maliens, en coupant l'eau, l'électricité et le gaz, et en murant les issues de secours.

La mairie de Vitry a répondu à la provocation de l'ADEF, et les travailleurs immigrés en ont été les victimes.

Cette agression entre dans la logique des positions prises par le PCF sur la concentration des immigrés dans les municipalités qu'il gère. Cette attaque contre les travailleurs Maliens montre combien cette campagne du Parti Communiste amène celui-ci à utiliser les mêmes pratiques que celles que l'on cro-

vait jusque là réservées aux promoteurs au pouvoir et à leur police.

Les prises de positions du PCF s'ajoutent à celles de certains membres du gouvernement et du CNPF pour susciter la xénophobie et la division entre Français et immigrés.

Si demain des actes individuels de racisme violent se produisaient dans des municipalités, telles que celles de Vitry, le PCF et ses élus en porteraient en partie la responsabilité. Le PSU rappelle sa condamnation de la spéculation foncière et de la politique de logement menées depuis plus de 20 ans pour regrouper dans certaines villes de banlieue les travailleurs les plus défavorisés et les immigrés en particulier. Mais en aucun cas, il n'accepte-

ra que les travailleurs immigrés fassent les frais de la lutte contre cette politique gouvernementale et que le racisme du pouvoir et du patronat soit combattu par un même racisme, alimenté cette fois-ci par un Parti qui se réclame de la classe ouvrière.

Précision

Suite à la parution de l'article **Les expulsions thérapeutiques**, (SF N54 daté du 26 décembre au 2 janvier), l'auteur ainsi que plusieurs lecteurs ont exprimé leur intérêt de clarifier certains termes techniques, et un approfondissement du sujet.

En accord avec Karim Aboud, nous reviendrons sur cette question importante dans nos prochaines éditions.

VITRY :

un ancien locataire témoigne

Le foyer ADEF de la rue des Fusillés à Vitry sur Seine. Nous avons retrouvé un ancien résident maghrébin de ce foyer, qui a animé la grève des loyers. Pour des raisons évidentes (il habite encore Vitry, et craint plus la municipalité que la police), il ne veut pas donner son nom.

A... : « en 1975, lorsque je suis arrivé dans ce foyer, il était de construction récente, et hébergeait près de 526 personnes. Pour la plupart, nous étions d'origine maghrébine. Un mouvement revendicatif s'est développé dans le foyer, et un comité de résident a été élu. Nous avions plein de débats, une troupe de théâtre était même créée. Mais nous avions déjà des problèmes avec le PC. Certains d'entre nous étaient favorables aux communistes et dirigeaient la grève dans ce sens. Un peu favorable au PC, parce qu'ils estimaient

qu'on gagnerait plus vite avec leur soutien. Cela allait à l'encontre des « directives » du comité de coordination à l'échelle nationale, qui nous racontaient leurs déboires avec les communistes à Nanterre ou à Saint-Denis, mais nous préférons attendre, d'y voir plus clair. Mais en 1979, après la période de procès, et les pres-

sions de toutes parts qui affluaient pour qu'on accepte de signer un accord foyer par foyer, alors que le comité de résidents demandait une négociation globale, je suis parti, un peu dégoûté, et un peu par peur. Et en quelques mois le foyer a été vidé. Les uns ont accepté un relogement ailleurs, en payant les arriérés. Les autres comme moi se planquent en ne rucant pas qu'ils viennent de ce foyer maudit, et qui l'est doublement aujourd'hui avec ce qui arrive aux frères maliens. Bonne chance pour eux dans ce foyer ».

IVRY : La Mairie organise la ségrégation

A Ivry, les immigrés sont à l'honneur, sur les panneaux municipaux où la déclaration du bureau municipal en date du 3 décembre, entourée de 3 filets — bleu, blanc, rouge — est affichée, dans **Ivry ma ville** le journal de la municipalité communiste, qui consacre son dossier du mois à la politique de la mairie envers l'immigration, et enfin dans ces centaines de HLM, dans les cafés, aux portes des écoles où une écrasante majorité de français dit *Merci Monsieur le Maire!* Ainsi donc, après que la section du Parti Communiste ait débarrassé le terrain, la mairie prend le relais en publiant ses décisions. Dans un préambule, le bureau municipal exige l'arrêt immédiat de toute nouvelle immigration « sous peine de jeter de nouveaux travailleurs français et immigrés au chômage »; suivent les mesures décidées dans 5 domaines: le logement, l'enseignement, le personnel communal, les vacances et l'aide sociale.

La municipalité réaffirme qu'aucune famille immigrée ne sera logée dans le parc HLM « y compris par le biais du 1% patronal et des réservations préfectorales ». Concernant l'école, elle demande un statut spécial pour l'école d'Ivry-port. Cela consisterait en la création de classes d'étrangers, et reviendrait en fait alors que les élus prétendent lutter contre les ghettos à en créer au sein des établissements scolaires.

La troisième mesure consiste à « n'embaucher que du personnel pouvant être titularisé et donc de nationalité française »,

et la quatrième établit un quota pour les colonies de vacances où « un meilleur équilibre sera réalisé par l'application d'un quota de 15% d'enfants d'étrangers. Enfin pour l'aide sociale, le texte municipal rappelle que 2 dossiers sur 3 concernent des familles immigrées et annonce une réforme du quotient familial, donc des critères d'attribution des aides de la Mairie. Le fort pourcentage des familles immigrées bénéficiant de l'aide sociale, s'explique par le fait que la majorité des femmes immigrées ne travaillant pas, ce qui n'est pas le cas des femmes dans les ménages français. C'est pourquoi la réforme municipale « prendra en compte dans le calcul du revenu de la famille un salaire et demi (au lieu de 2 actuellement lorsque la mère travaille). Cela permettra à un plus grand nombre de familles françaises de bénéficier de l'Action sociale », conclut la déclaration.

La municipalité communiste d'Ivry, et au-delà, tout le parti, semble donc décidé à continuer et à approfondir sa nouvelle politique envers les immigrés quelles que soient les critiques ou les réserves, parfois très prudentes, que cela soulève.

Pour certains ivryens connus par leur action concrète en faveur des immigrés, cette attitude n'est pas si nouvelle qu'elle puisse paraître. Il semble que le virage du Parti et de ses municipalités date de bien avant; dès 1976, la mairie d'Ivry supprime les « vestiaires » qui consistaient en des dons d'habits et de chaussures, aux familles nombreuses, et qui

étaient généralement faits à la veille des rentrées scolaires. Cette décision avait été prise après que la mairie se soit rendue compte que 90% des familles qui bénéficiaient de cette aide étaient immigrées. (dont 50% d'origine maghrébine). Il est certain aussi que depuis 1978, on n'embauche plus d'immigrés, — ni de réfugiés d'ailleurs — parmi le personnel communal et dans les services dépendant de l'Office HLM.

Avant cette date, les immigrés étaient couramment embauchés comme personnel contractuel ou auxiliaire; la déclaration municipale ment lorsqu'elle prétend que cette décision est nouvelle et la justifie en faisant appel au statut national du personnel communal. A ces pratiques, donc, anciennes, il faudrait ajouter l'histoire de rapports (pour le moins compliquée) de la mairie et des associations immigrées et d'alphabétisation d'Ivry.

Ces associations, au nombre de 4, n'existent pratiquement plus, souvent parce que les militants portugais ou espagnols qui les animaient ont regagné leur pays après la révolution portugaise et la mort de Franco. (L'Asi, un groupe d'Alpha-Cimade le Club des jeunes travailleurs portugais de Paris et l'Association pour le soutien à la culture populaire espagnole, organisaient diverses activités culturelles et sociales, sans grand soutien de la mairie, malgré de nombreuses démarches et rencontres. En 2 ans elles auront une subvention de 500 F et ne pourront obtenir un local définitif.)

La mairie d'Ivry s'attaque

donc à une communauté immigrée particulièrement désarmée, désorganisée par l'absence d'association ou de lieux de rencontre, et heurtée de plein fouet par la rudesse des déclarations et la violence des décisions du Bureau Municipal: cela explique la prudence des immigrés salariés de la municipalité qui se refusent, quelque soit leurs opinions, à faire des déclarations publiques. Elle rencontre par contre une résistance chez quelques centaines de français qui ne comptent pas arrêter leurs initiatives. Initiatives éclatées qui proviennent de milieux divers, même si la municipalité — mettant tout le monde dans le même sac — attribue « cette campagne anti-communiste » au Parti Socialiste et au Pouvoir.

S'il est vrai que les quatre conseillers socialistes se sont désolidarisés dans une longue déclaration du reste de leurs collègues, les autres initiatives sont essentiellement le fait d'individus ou d'associations. (Le M.R.A.P. par exemple)

En riposte aux mesures municipales sur le logement, la presque totalité des assistantes sociales d'Ivry a décidé de ne pas procéder aux enquêtes préliminaires, pour l'attribution d'appartements. Elles entendent par cette action, ne pas cautionner la ségrégation établie entre les familles françaises et immigrées, et comptent entamer une campagne d'explication sur leur action. Inutile de préciser qu'elles ne pourront compter sur le soutien du syndicat CGT du personnel communal qui s'est dé-

solidarisé de ses adhérents. Par ailleurs, et à la suite de la réunion tenue à Ivry (cf SF hebdo n 1), le comité local du MRAP a diffusé une déclaration qui estime que la politique du PCF « était de nature à opposer dans notre commune les diverses catégories de population » et « risque d'alliser les conflits racistes souvent latents ».

Ce texte a évidemment déplu. Certains dirigeants communistes de la ville ont réclamé une nouvelle direction locale du MRAP estimant que l'ancienne direction pourtant régulièrement élue, n'était pas représentative. Ces demandes émanant de communistes, qui viennent juste d'adhérer au MRAP révèle la nervosité de la municipalité qui ne peut tolérer aucune contestation, surtout si elle provient d'anticipistes proches du P.C.

C'est la même fin de non-recevoir que s'est vue opposer une délégation de 22 personnes représentant les 145 signataires d'une lettre ouverte au Maire; cette lettre, signée essentiellement par des ivryens sans appartenance politique précise, devient de fait, une sorte d'étendard, un lieu de regroupement et de réflexion de tous ceux qui ne sont pas d'accord avec la politique anti-immigrés du PCF, un des rares lieux de résistance, avec le MRAP, à l'offensive communiste.

Inutile de préciser que tous ces gens deviennent alors des pestiférés, des « adversaires de classe » et pour quoi pas, des racistes.

K.B.

Lettre ouverte au Maire d'Ivry

Monsieur le Maire

La lecture du texte « Lutter contre la concentration de l'immigration » publiée dans le journal « Le Travailleur » du 24 octobre 1980 et signé du bureau de la section du PCF-Ivry nous inquiète sérieusement sur la politique que compte suivre la Municipalité à l'égard des travailleurs immigrés.

En effet, le PCF-Ivry note qu'il y a trop de travailleurs immigrés: « Nous le disons franchement c'est trop... c'est mauvais pour les français et les immigrés » et il demande « des mesures conduisant à une plus juste répartition des immigrés ». Ces propos contiennent une atteinte au droit de chacun de choisir son lieu de résidence et, de plus il est inquiétant de constater qu'un parti de la classe ouvrière propose que les travailleurs immigrés se rendent dans les villes dominées par les forces de droite, les laissant ainsi sous la coupe du « racisme des bourgeois et des maîtres réactionnaires », comme l'écrit le PCF.

Est-il recevable de la part d'un parti ouvrier de rejeter, de maintenir hors des murs de la ville une partie constitutive de la classe ouvrière, plutôt que de contribuer à l'unité de cette classe dans le respect des origines, des langues et des cultures.

Le PCF-Ivry affirme: « S'il le faut, nous appellerons à l'occupa-

tion des logements pour y reloger des mal logés ivryens ». Faut-il comprendre que les travailleurs immigrés ne sont pas des Ivryens à part entière, mais seulement des citoyens de seconde zone derrière les vrais Ivryens, qui seraient de fait des français? Nous attendons, Monsieur le Maire, une réponse à notre interprétation sans doute hâtive et suscitée par l'émotion.

Quand nous lisons: « Les élus communistes limitent pour la part qui dépend d'eux les attributions de logements HLM aux familles immigrées », nous espérons qu'il ne s'agit que d'un excès de plume, car les élus communistes, qui ont fait appel aux suffrages des travailleurs immigrés lors du référendum communal sur les finances locales les 30 et 31 mai 1975, ne peuvent pas limiter le droit au logement social pour ces mêmes travailleurs. Il n'est pas possible d'un côté de solliciter le soutien des travailleurs immigrés pour poursuivre les « réalisations sociales de la ville », de l'autre de leur limiter l'attribution de logements sociaux.

« La concentration de l'immigration à Ivry fait peser sur la commune et la population une lourde charge. Elle conduit à un déséquilibre au détriment de la population française ». A notre connaissance, et jusqu'à preuve du contraire, les travailleurs étrangers à Ivry payent les impôts locaux, ils

ne sont pas exempts de verser leur participation familiale à la restauration scolaire ainsi qu'aux activités para-scolaires.

Les municipalités ouvrières se doivent d'aider les plus défavorisés quelque soit leur nationalité et de mener, pour les travailleurs immigrés une politique culturelle et d'alphabétisation.

Ajoutons qu'ensemble, travailleurs français et immigrés doivent lutter pour obtenir de l'Etat, du Conseil général les moyens financiers nécessaires pour amplifier une politique sociale.

Les signataires du présent texte souhaitent un entretien avec vous sur toutes ces questions.

Parmi les premiers signataires.

Billard L. — Boccheciampé Christine — Bonnefon Christine — Bonnefon Férard — Bouget Christian — Capaldi Franck — Cathelinau Alain — Chacé Suzanne — Chandler Charles — Chandler Micheline — Commeau Anne — Commeau Dominique — Corset Françoise — Coulon Michel — Croissant Marc — Crozet Bernadette — Deck Maguy — Deleage Edith

Pour tout contact: Gérard Bonnefon 672 49 33, Jacques Flamant 672 54 46



Photo Gamma.

A Toucy :

Toucy, dimanche 28 décembre

Chaque été, Galli quittait la Goutte d'Or. Il apportait beaucoup de soins à ses préparatifs. Il ne voulait rien laisser à l'abandon. Ses instructions ! Nous sommes quelques-uns à y avoir goûtées. Ce n'était ni une fuite, ni une évasion. Une impérieuse exigence de se retirer en compagnie de sa mère qu'aucun événement n'a pu déroger. Il allait à Toucy, au village natal.

Galli disparu, je voulais voir ses quartiers d'été. La maisonnette sise rue de la Motte. Dans un ensemble de maisons anciennes, très modestes, suspendues sous l'église fortifiée, à même les remparts de Toucy. Là, résident, toujours, des familles d'ouvriers agricoles. Les ruelles de pierre sont raides. Les portes ont toutes quelques marches d'escalier sur le devant. On ne remonte la ruelle qu'en s'arc-boutant. Le sol est rugueux.

Toucy se dresse sur une colline. Gros village aux confins de l'Auxerrois. En fait, il est une des portes d'une vieille province, la Puisaye. Ici, me dit-on, les familles vivent de l'agriculture et de l'élevage. Le chemin de fer ne traverse pas le pays. La terre appartient à quelques-uns. De tous temps, on se faisait embaucher sur les propriétés ou bien on quittait le pays.

Peu de Toucyquois connaissent les Gallimardet. « Ça n'est pas un nom de chez nous. Mais tous côtoient les Bréchet. La mère de Galli avait été une jeune fille Bréchet. Voilà pourquoi

au sortir de la messe de Noël, un grand nombre de paroissiens s'interrogeaient pour savoir qui était le père Gallimardet mort accidentellement à Paris.

Ne serait-ce pas l'abbé Bréchet ? Mais oui, c'est lui, l'abbé Bréchet. « Un homme si gentil, si agréable. Il venait ici tous les ans quelques jours avec sa mère. Ça et là. Les Bréchet sont dispersés maintenant. Ils n'étaient pas causants. Mais on les aimait bien. Il portait un bérêt et un long cache-col. Souvent après leur promenade au jardin public, ils venaient prendre un café. La patronne du Café de l'Hôtel de Ville est émue. Mais elle me conduira jusqu'à la maison de Galli.

A quelques pas, une esplanade avec un banc de pierre. C'est le jardin public. Tout contre, l'établissement de bains et douches, tenu par Mme Bréchet, une petite-cousine. Elle est absente. Son établissement est fermé. La neige, tombée vendredi et samedi, couvre l'esplanade rutilante au coucher de soleil, derrière les monts poyaudins. Là, l'abbé Bréchet trouvait quelques minutes d'éternité. Surplombant les toits pointus de la basse ville (leur alignement est un beau désordre) son regard pouvait parcourir d'un trait un paysage inchangé depuis son enfance. De douces lignes de crêtes soupesant d'innombrables loqueteaux filent d'ouest au sud. Les premières étoiles ont surgi, plus rien ne bouge. L'air est froid. C'est l'hiver comme un soc inutile près d'un fossé.

C'est l'abbé Bréchet

Quittant le jardin, je vais au presbytère, soudé au Château de Toucy. Il n'y a personne. Le père Simmonet est parti dans sa famille en Savoie. Les autres prêtres également sont absents. Mais que savaient-ils de Galli ? Ils ne sont à Toucy que depuis trois ans. Dans une maison bourgeoise, on m'a parlé des Bréchet. « L'abbé Gallimardet, c'était un Bréchet. Physiquement. Dans cette famille, on vivait vieux. On était robuste et solide. Ce sont de modestes gens. Une grande famille d'ouvriers agricoles. Un grand père était meunier. Par ici, les meuniers étaient pauvres ».

Quand il séjournait à Toucy, l'abbé Bréchet concélébrait la messe. L'an passé, il avait eu de la difficulté à officier. Il paraissait usé. Sa discrétion était extrême. Quelqu'un se souvient d'une année où il était arrivé épuisé : il avait fait une grève de la faim. Pourquoi ? On l'ignore. Ce qu'il faisait à Paris ? Sûrement du bien. Il était un saint homme, c'est pour cela qu'on le connaît si peu.

« On ne l'a vraiment remarqué, dans ce village, que lorsqu'il fut séminariste : avec sa soutane. Et les personnes qui les fréquentaient sont aujourd'hui disparues. C'étaient les proches de Mme Gallimardet ».

Voilà ce qu'ils disent depuis Noël, les gens de Toucy. Abbé Bréchet, abbé Gallimardet, Galli, une même personne. Avec sa mère, un couple fidèle. Leur souvenir s'estompera avec une génération. Déjà méconnu, anonyme presque. A coup sûr, tel était son désir de se confondre et de fondre sur ces terres maternelles.

B.L

Devant Dieu

A une époque où les cœurs des hommes se rétrécissent même quand ils se réclament d'un idéal de noblesse, la figure de l'abbé Gallimardet émerge et plane. Lui au moins durant son existence courageuse et souvent pathétique a toujours maintenu la plus parfaite harmonie entre sa Foi chrétienne et son comportement quotidien dans la cité. Et quelle cité, puisqu'il s'agit du « Douar » bar bès que les pouvoirs publics ne cessent de marginaliser depuis la libération du territoire français en 1945. Ce prêtre catholique que pleurent aujourd'hui tous les musulmans sans distinction de nationalité faisait scandale auprès des nantis, des faux dévôts de toutes les religions et des goujats plus ou moins importants qui, hélas ! encombrent notre monde.

En vénérant sa mémoire, tous les vaincus de la vie dont il était si proche témoignent pour lui avec ferveur devant le Dieu qui nous jugera tous.

Saïd Leffad
président du Rassemblement
des Français Musulmans
d'Algérie

Georges Szwebel



Sœur Simone :

Merci Galli

Galli, tu es parti vers d'autres cieux, vers la Terre Nouvelle ; Galli, tu es parti sans prévenir, sans bruit, sans paroles, comme à ton habitude...

« Le curé au bérêt est mort ! Lui, si gentil ! »

« Je voulais pas qu'il parte... Qu'est-ce qu'on va devenir ? »

« Le curé, celui qui nous faisait la bise ! »

Hassan, Corrine, Samir, Farida, Rachida, Djamila, Ali, Isabelle, Fouzi, Djihad, Karlou, Madiani, Thérèse, Martine et tous les autres qui usaient tes joues, ton temps, ta patience, sans jamais arriver à lasser ta disponibilité !

Je pourrais continuer tous les cris, tous les murmures de ce quartier de la Goutte d'Or que tu as tant aimé !

Blancs ou noirs, hommes ou femmes, Français, Arabes, Turcs, Pakistanaï, Yougoslaves, etc... qu'importe pour toi la couleur, le pays, la race, le sexe !!!

Les bafoués, les exclus, les rejetés, les exploités, les petits, les sans-grades, les sans-voix, voilà ceux qui t'importent ! Pourquoi ?

Quelles sont « vos motivations profondes » ? t'a-t-il été demandé un jour. Le cinquième

d'une grève de la faim avec des frères arabes. Cette question t'avait mis en boule. Tu avais quand même répondu, réprimant ton humeur : « Si Jésus était là, je crois qu'il ferait comme moi ! »

Il l'avait bien compris le secret, le ressort de ta vie, ce vieil ami Aïssa qui nous disait un soir après une réunion : « Je voudrais connaître ton Jésus ! »

Heureux les bâtisseurs de paix, Heureux ceux qui luttent pour la justice !

Tu aimais tous les textes bibliques, surtout ceux qui proclament l'égalité et les droits des hommes, tous fils de Dieu !

Tu ne pouvais pas pour de multiples raisons annoncer la Parole de Dieu à ton idée !

Alors, tu avais choisi de la vivre sans bruit, sans parole, intensément, tendrement, avec cette chaleur humaine qui te caractérise, et que tu voulais refléter si petit soit-il de l'immense amour de Dieu pour l'humanité toute entière !

Merci, Galli !

Simone VIGUIE
Goutte d'Or

Cher Galli !

Cher Galli, ce serait si dur de te perdre réellement. Il est facile, même à présent de te rencontrer dans le quartier. On ne meurt vraiment que lorsque la dernière personne qui vous a aimé disparaît à son tour. Tu es assuré d'une longue vie parmi nous.

Galli, je te dois quelque chose de fondamental à mes yeux : une racine. Tu as contribué, avec certains amis communs, à m'enraciner dans la Goutte d'Or. Brutalement, sans le vouloir, tu as arraché cette racine. Tout doucement, avec le temps, elle repoussera plus vivace encore, en souvenir de toi.

Docteur S. Céline



Un témoin de notre temps

Si Galli fut un témoin de notre temps, de notre vie, de notre quartier, ce n'est pas par son verbe mais par sa vie qu'il a porté témoignage.

Ce n'était pas un orateur, un théoricien s'érigeant en défenseur d'une cause, d'une idée, d'un peuple. Il ne racontait pas son action, il la vivait. Ses mots étaient ses actes, son discours était sa vie.

Galli n'était pas un tribun ! Sachant que la vérité germera de la terre, il n'était certes pas de ces grandes gueules à qui un seul passage de charrie suffit à creuser un sillon. Il savait que ce genre de trace, à l'abord profonde car spectaculaire, se referme bien vite. Au parler fort, il préférait le parler juste.

On verra demain, on voit déjà aujourd'hui, qu'à force de passer, repasser, s'arrêter pour encore et toujours repasser, Galli a laissé une empreinte profonde, creusée dans un sillon qui retourne la terre, lui permet de respirer et de vivre.

Galli n'est plus, mais il reste présent par tout ce qui a été fait et tout ce que continuera d'être fait. Nous précédant, il nous accompagne encore. Aussi soyons heureux, s'il participe aujourd'hui au festin de Dieu.

Galli a réussi la gageure, magnifique entre toutes, de quitter le monde sans quitter son quartier.

TEMOIGNAGE

par Charly Hidrich.

« Le prêtre qu'il était, le pasteur que je suis »

En ce temps de Noël, le lundi 22 décembre à 15H, à l'hôpital Lariboisière, j'ai été mis en présence de la mort du père Louis Gallimardet, un témoin qui a eu le courage de la confession de foi. Une confession qui ne se limite pas à des paroles, mais qui est une attitude de tout l'être à travers une histoire.

Je me souviendrais toujours de la première fois où je l'ai vu dans la petite salle de la Maison Verte en 1970. Parmi tous les jeunes militants du secours Rouge, sa silhouette robuste, et son simple béret tranchait et inspirait la sympathie.

Intégré au nombreux groupes agissant contre l'injustice, le racisme et toutes formes de discrimination, il ne faisait jamais étalage de sa culture et de son savoir.

Décidé à rester dans son quartier de la Goutte d'Or, plusieurs fois il m'a guidé dans les cours, qui apparaissaient derrière les portes cochères, dans les escaliers mal éclairés qui montent vers des appartements tout petits. Un mélange étrange, de Français, de Noirs et d'Arabes. Sur l'air, de la *Bulle Rouge*, on fredonnait ce refrain :

*La Goutte d'Or, c'est son nom
C'est pas un beau quartier
Et tous ceux qui l'habitent
C'est pas des PDG ».*

Louis Gallimardet excellait à s'insérer dans la vie associative avec tous ceux qui pensaient incarner la pensée de *Sidna Aïssa*, plutôt sans les églises qu'avec elles, avec des militants de tendances critiques et politiques. Le prêtre qu'il était et le pasteur que je suis, s'étaient rapprochés parce que le tissu chrétien est plus fragile, et que nous avons les mêmes partenaires : l'athéisme tromphant ou hésitant de l'extrême gauche, et les religions de l'Islam et du Judaïsme, bref, le monde du 18ème arrondissement, qui a moins le souci de la divi-

sion des églises, que de l'existence du Dieu unique et de la vitalité de la foi.

Alors que partout c'est « loi de la jungle », et que beaucoup suscitent la défiance et la discorde envers les immigrés, Galli ne manquait pas une occasion de collaborer dans tous les domaines de la justice sociale. Souvent, on requerrait sa présence, comme une sorte de protection, de paratonnerre : mais cela n'a pas empêché qu'il soit arrêté par la police et qu'il fasse de la garde à vue : il subissait ces épreuves avec une grande sérénité.

Dès le 27 octobre 1971, après le meurtre de Djellali Ben Ali par Daniel



Photo J.J. Pikan

Pigot, avec des gens du quartier et des intellectuels comme Claude Mauriac, il fonda un comité de vigilance anti-raciste. Le 7 novembre, il était parmi les 4000 personnes, Français et immigrés qui descendirent dans la rue pour une marche silencieuse, à l'occasion de la levée du corps de Djellali. Six ans après, en juin 77 il était à la cour d'assises de Paris demandant si, au cas où Pigot aurait été un immigré algérien, et Djellali un jeune Français, l'oubli n'aurait pas fait son œuvre.

On voit aussi Galli, adopté par les Maghrébins, hébergés dans l'église Saïd Bouziri et sa femme. Cela se passait le 15 novembre 1972, comme l'atteste Claude Mauriac dans son livre *Le temps immobile, et quand l'espérance devient violence* (pages 390-391). A la même époque, en novembre 72, l'assassinat de Mohamed Diab, par le sous-brigadier Marquet, bien qu'il se soit produit à Versailles, a eu de profondes répercussions dans le 18ème.

Il a contribué à la transformation et à l'élargissement du comité Djellali, qui est devenu « le comité de défense des Droits et de la vie des Travailleurs immigrés ». Louis Gallimardet fut le trésorier et le correspondant de ce nouveau comité, qui s'est attaché surtout à exiger des amendements à la circulaire Marcellin Fontanet.

Ainsi de nombreux travailleurs immigrés ont obtenu permis de séjour et carte de travail. Galli n'a pas hésité pour cela à occuper le bureau départemental de main d'œuvre, rue Mont

martre en avril 73. Plus récemment, avec le MRAP, Galli s'est opposé aux divers projets de loi, projets chaque fois rejetés par le Conseil d'Etat. Puis ce fut les mêmes luttes en faveur des travailleurs immigrés contre les lois Barre, Bonnet, Stoléru. Galli en tant que chrétien, réagissait contre le racisme. Était-il à la remorque de l'événement ou bien le précédait-il ? Plutôt que de créer une structure d'église, il a participé à la création d'une crèche sauvage, en règle du point de vue de la protection maternelle et infantile, mais en infraction du point de vue de l'administration, et la crèche a fonctionné plusieurs mois, bien fréquentée par les bébés des familles de migrants.

Galli a aussi participé avec la maison verte et des gauchistes au relogement de plusieurs familles de migrants spécialement mal logés.

— Madame S... , yougoslave, disait : « J'ai payé 1000F pour entrer dans une cave où il y a des rats, pour y vivre avec mes deux enfants et mon mari, le soupirail nous sert de porte ».

— Madame Z... , arabe, disait : « Nous vivons avec nos gosses dans une maison de passe, mes deux filles de 15 et 16 ans ? sont ennuyées par des hommes quand elles rentrent de l'école ».

Cris. Le squattage d'un grand immeuble inoccupé depuis trois ans, qui n'avait plus d'escalier pour accéder

Devant l'inertie à laquelle s'était heurtée les démarches légales pour un relogement, Galli s'est résolu à participer avec d'autres à

C'était Galli par Claude Mauriac

Nous le reconnaissons, au téléphone, à sa qualité de silence avant même qu'il ne se soit nommé : « C'est Galli... »

Dans la vie, où il n'avait pas à prononcer son nom, puisqu'il était là, devant nous, à de rares interventions près, il n'ouvrait pas la bouche.

Mais sa façon de se taire était plus parlante que bien des discours. Il était là, il ne disait rien, Louis Gallimardet, ou presque rien, il souriait. Et, sous son apparente simplicité, il y avait, dans ce sourire, autant d'intelligence que de bonté.

J'ai connu le père Gallimardet à la Goutte d'Or, je l'ai vu agir aux frontières incertaines de son apostolat et de ce qu'il faut bien appeler la politique, en redonnant à ce mot son sens le plus noble. Doublement militant, en tant que prêtre et en tant que citoyen, il croyait à la Cité de Dieu. Mais il n'oubliait pas celle des hommes.

Grâce à lui, Saint-Bruno était

une enclave de paix et de fraternité, non pas seulement à la Goutte d'Or, mais avec quelques autres, à Paris même, ville si cruelle aux faibles, aux solitaires, à ceux qui, venus d'ailleurs, ne sont pas très sûrs d'être arrivés ici quelque part.

Doublement immigrés, parce qu'ils travaillent à l'étranger, et parce que, dans leur pays même, trop souvent, ils se sentaient exclus. Comme beaucoup de Français de France. Mais c'est un autre combat. Est-ce un autre combat ?

Les immigrés, Louis Gallimardet était leur frère à tous. Ce qu'il a fait pour beaucoup d'entre eux, ce qu'il leur a donné, eux seuls peuvent en témoigner et nos amis Bouziri, Ammar et Saad ont su l'exprimer dans le dernier numéro de *Sans Frontière*. A nous, il est seulement permis de dire notre chagrin.

Claude Mauriac

deux actions illégales, qu'il faut considérer comme des au premier étage, mais en une nuit un escalier en bois a été construit et dix familles

mal logées ont trouvé un gîte, trois jours après l'occupation, et bien que l'escalier ait de nouveau disparu, les familles ont été expulsées par la police, au moyen de grandes échelles aboutissant aux fenêtres des étages ; les dix familles ont été réintégrées dans les taudis d'origine.

Une semaine après Galli avec une équipe occupait le bureau de la mairie annexe du 18ème arrondissement, pour lui soumettre le cas de ces dix familles de migrants.

A force de persévérance (du style de la veuve importune de la parabole de l'Évangile selon Luc, chap. 18, verset 1 à 8) Galli et la maison verte ont pu obtenir de M. Roberrini, qui était alors chargé du relogement des migrants à la préfecture, la solution de chacun de ces cas sur une période de deux ans et la joie de Galli a été grande de savoir ces dix familles bien logées ; mais il avait conscience que ces actions ponctuelles, fragiles et précaires, menacées ne sont sinon qu'une goutte d'eau tout au moins qu'une Goutte d'Or dans l'océan des problèmes et des luttes à mener « Le racisme ne passera pas » ce slogan. Galli l'a scandé au métro Bonne Nouvelle avec les membres du comité Djellali. Des hommes et des femmes souffrent de la lèpre raciste c'était assez pour que Galli sente fuir sa dignité d'homme, béni soit au nom du Seigneur, Louis Gallimardet, qui fit sienne la lut-

te anti-raciste. Catholique et protestant, naguère face à face, Galli et moi, nous sommes retrouvés côte à côte, au coude à coude, pour servir nos frères, notamment les exploités, les opprimés, il l'a fait, jusqu'à en mourir. Cette forme de l'œcuménisme, concret de l'engagement, et du témoignage chrétien et commun, s'alimente aux sources de l'esprit.

Galli mettait en application cette phrase de Jürgen Molteman : « Sur le chemin de l'unité, ce qui reste à faire ne peut plus être qu'en commun... le temps des commissions et des documents de travail tire à sa fin ». Galli visait aussi cette remarque de St Maxime « la pratique est la réalité de la théorie, la théorie est la nature intime et mystérieuse de la pratique » et le père Marie Dominique Chenu de commenter : « La théologie qui est au sens strict la théorie, la vision de Dieu avant d'être discours sur Dieu, est de par sa nature même vouée à l'orthopraxie, à l'authenticité vivante de l'histoire du salut ».

Ces textes conviennent bien à l'itinéraire œcuménique de Louis Gallimardet : foi exemplaire, qui espère en Quelqu'un, beaucoup plus qu'elle ne sait quelque chose.

« Heureux ceux qui ont faim de justice : ils seront rassasiés ».

« Heureux ceux qui sont persécutés pour la justice. Le royaume de Dieu est à eux ».

Le pasteur
Charly HIDRICH

« Sans Frontière » publie une interview fleuve accordée par le M.I.M. à Maria Kalla Lobé. Tout au long des conversations, les analyses et les préoccupations politiques balisent l'actualité de ces derniers mois dans les départements d'outre-mer. Analyse du projet économique (substitution d'une économie de production par une économie de consommation), analyse l'« assistanat » : clientélisme politique entretenu par l'Etat Providence (Sécurité Sociale, allocation, chômage ou vieillesse), le rôle du capitalisme local : les Békés et leur politique d'investissement, leur « démission » qui les disqualifie sur le plan patriotique (dixit M.I.M.). Des préoccupations,

nous avons retenu leurs rapports avec l'émigration en métropole et les partis « réformistes » — gauche institutionnelle — que sont le parti communiste le parti progressiste martiniquais d'Aimé Césaire. Traditionnellement, les départementalistes et les autonomistes ont adopté vis-à-vis du M.I.M. une distance qui en fait un repoussoir ou un épouvantail. Il est intéressant de découvrir le mouvement de Marie-Jeanne Alfred à l'heure où des attentats à la bombe viennent troubler l'immuable consensus social, qui de la Guadeloupe à la Martinique, régit les rapports entre les Caraïbes françaises et Paris depuis trois siècles. La résurgence du discours in-

dépendantiste au pays d'Aimé Césaire est presque comme une radicalisation des problèmes strictement politiques qui tentent l'imaginaire des révolutionnaires antillais. Le M.I.M. s'explique sur ses choix, ses méthodes de lutte et son refus actuel de la lutte armée. Enfin, un voile est levé sur le mouvement social martiniquais et nous découvrons sa chronique à travers les points d'orgue de 1959, 1961, 1965, 1974. Parallèlement, nous publierons le point de vue des organisations dites de gauche et d'extrême-gauche qui voudraient s'expliquer, se faire connaître à travers leurs propres plateformes et leur perception du M.I.M.

gration et imposer de nouvelles structures. C'est à la suite de notre action. Je vais plus loin, il y a eu des reportages et les journaux avaient assisté à une de nos réunions dans l'émigration. Par la suite, ces types-là se sont précipités dans l'émigration. Mais nous n'avons pas encore les moyens suffisants de tenir à la fois tous les soirs ces centres d'action. Mais comme il a été déjà très bien dit, et ma conclusion est la suivante : je pense à l'Algérie, au Congo et au Ghana, bref, comment peut-on envisager sincèrement que l'on puisse mener la lutte de libération nationale pour ses pays, que l'on puisse vouloir conquérir le leadership du mouvement révolutionnaire en Martinique, puisqu'il y a plusieurs petits points et ignorer le problème de ce qu'il y avait avant ?

bloqués, parce que finalement, à l'extérieur, tu as accès à un local, tu as plus accès aux médias, qui peuvent raconter ce que tu veux, ce qui paraît très gros à l'extérieur ne le serait pas forcément à l'intérieur et tu as un problème qui se pose dans l'avenir...

M.I.M. : Je voulais qu'on revienne tout à l'heure sur cette question, vous disiez que le mouvement patriotique dure depuis trente ans, et qu'il a subi une répression sanglante. Je ne veux pas dire que c'est un cas isolé. Il me semble que la répression, depuis 1959 prend des formes qui correspondent à chaque contexte politique, mais on ne peut tout de même pas dire qu'elle a été de plus en plus forte, au contraire. La répression a pris des formes, si on peut appeler cela « douces » ; mettre « douces » à côté de répression, cela m'embête. Il ne faut pas comparer ce qui n'est pas comparable.

S.F. : Je ne compare pas, je ne compare pas...

M.I.M. : Bon, O.K., la répression, ici, c'est une répression armée, sanglante. Elle se manifeste chaque fois que le gouvernement sent qu'il va perdre les pédales, ou chaque fois que le gouvernement s'imaginerait qu'il va pouvoir étouffer le mouvement qui lui est radicalement opposé, c'est-à-dire le mouvement patriotique. Parce que c'est peut-être pas très loyal de le dire, mais les dirigeants des partis réformistes que nous n'avons pas soutenus, en-dehors des camarades communistes au début des années soixante...

S.F. : J'aimerais que vous fassiez l'analyse du M.I.M. et les formes de répression qu'il y a eu notamment.

Suite page 9...

S.F. : Il faudrait rappeler un peu comment s'est constitué le M.I.M. par rapport au paysage politique martiniquais et au courant patriotique.

M.I.M. : Il faut se rappeler, se remettre en mémoire que le courant patriotique est un courant jeune, que l'on peut dater de vingt ans à peine ; les événements de décembre 1959 n'étaient en fait qu'une pulsion à un moment donné, d'un certain nombre de patriotes, vite réprimés. Il ne faut pas oublier que la totalité du champ politique à gauche était occupée par le P.C.M. et ensuite par le P.P.M. (puisqu'il provient d'une scission avec le P.C.). Mais que voulez-vous, depuis décembre 1959, chaque fois qu'il y a eu, ici ou là dans tous les pays colonisés, « révolte », ou un problème posé par les patriotes, il y a eu répression sanglante. Comment voulez-vous que ces mouvements puissent avoir connu un développement très poussé ? Par conséquent, le mérite du cas patriotique, actuellement, c'est d'avoir, malgré les répressions sanglantes, pu ne pas disparaître et continuer à mener le combat. Donc, notre premier combat est pour la résistance, pour la survie, contre tous les autres réunis, y compris le P.P.M. et le P.C.M., qui nous ont toujours totalement dénoncés. Pas plus tard qu'il y a six ans, lors de notre accord ponctuel électoral avec le P.P.M., donc en 1979, lorsque le M.I.M. a demandé le refus de voter aux élections législatives de 1976, Césaire en personne et les gens du P.P.M. ont déclarés publiquement que Marie-Jeanne Alfred et le M.I.M. avaient « poignardé le peuple martiniquais dans le dos ». Longtemps, ça ne date pas de longtemps, le M.I.M. aurait préparé « 100 ans de misère pour le peuple martiniquais » ; ça résonne encore dans mes oreilles, ces propos malheureux. Nous avons été le bouc émissaire de tout le monde, de tous les autres partis. Comment voulez-vous qu'on ait eu le temps de tout faire ?

S.F. : Comment s'insère l'émigration dans votre projet politique ?

M.I.M. : Vous nous avez parlé de l'émigration. Que fait l'émigration pour la libération de son pays ? Ce n'est pas une manière de vous renvoyer la balle. Que font ces jeunes qui sont partis ?

Qui vivent à mon avis une misère d'homme, qui vivent mal comme ils le prétendent et qui ne font rien ? Je m'excuse, ils auraient déjà dû faire quelque chose. Ça fait longtemps qu'ils sont là. L'émigration ne date pas d'aujourd'hui. Elle ne date pas de vingt ans, depuis la dernière guerre. C'est qu'ils se complaisent, ces patriotes-là, et qu'ils n'ont jamais posé le problème, c'est très sérieux. J'aurais pu leur retourner cela. Et si je le fais avec brutalité, c'est parce que je suis convaincu que eux aussi n'ont rien fait, fondamentalement. Et s'ils avaient fait quelque chose, nous n'en serions pas là. Nous avons tenu compte de tous ces facteurs-là, du fait qu'il y avait des gens qui se déclaraient anticolonialistes, nationalistes, qui, passez-moi l'expression, « voyageaient aux frais de la princesse », de pays en pays soi-disant pour poser le problème de la libération en Martinique, mais qui, en définitive, n'étaient pas du tout du peuple martiniquais et n'avaient aucune implantation effective, ni populaire au sein de cette nation.

C'est en tenant compte de ces échecs-là, et en tenant compte du fait que l'émigration n'avait pas bougé, que le M.I.M. a décidé, c'est pas un « reproche », c'est une constatation, en dernière analyse — et le M.I.M.

peut se tromper — qu'il fallait, désormais, si on veut mener, de façon conséquente, la lutte de libération nationale, une implantation territoriale d'abord : ce n'est pas suffisant, mais nous l'avons fait, et je pense que nous pouvons rendre cette justice et cet honneur à notre combativité. C'est comme maintenant, nous disons

que nous avons une implantation qui n'est pas suffisante. Si c'était possible, on le ferait déjà. Ensuite, il s'agit de prendre contact avec l'émigration, ce qui a déjà été fait et en troisième temps, prendre contact avec l'extérieur pour poser le problème au niveau des différentes organisations politiques.

Nous avons réussi le premier point. Au deuxième niveau de l'émigration, si nous ne sommes pas connus, ce n'est pas que nous n'avons rien fait :

nous ne pouvons pas nous payer de permanents ; mais je tiens à vous dire personnellement que je suis allé en France il y a cinq ans, et pendant près d'un an, j'ai quand même vu énormément de gens de l'émigration. J'ai donné tous les jours des réunions où il y avait huit, dix ou cinquante personnes. Ensuite, nous avons envoyé un copain de haut niveau (secrétaire national) qui est resté une année, mais le mouvement n'a pas pu soutenir cette action. Le P.P. et le P.C. ont redoublé d'ardeur alors, pour essayer de s'infiltrer dans l'émigration

Notre mouvement là-bas avait trouvé des gens. Mais au départ, nous pensions qu'il était prématuré d'accorder une mission quelconque à quelqu'un qui ne connaît pas très bien le mouvement martiniquais, le M.I.M. en particulier. Mais ce sera fait d'ici.

S.F. : Si on a posé cette question sur l'émigration, c'est que nous aussi on la réétudie. C'est plus à vous de nous expliquer votre démarche générale. Moi, je suis assez d'accord avec vous pour dire que quand on est émigré dans ce pays, aussi massivement que les Martiniquais et les Antillais sont émigrés, ils n'ont pas forcément le besoin d'être les répondants des organisations de l'intérieur. On peut s'organiser de manière autonome justement au cœur même de Babylone, pour employer une expression rasta, parce qu'elle est en plein centre du gouvernement qui vous colonise, ça pouvait être un truc délibéré. Bon, ça pouvait être aussi du fait que vous ne vous sentiez pas encore assez forts, et du fait qu'à l'intérieur, on est assez

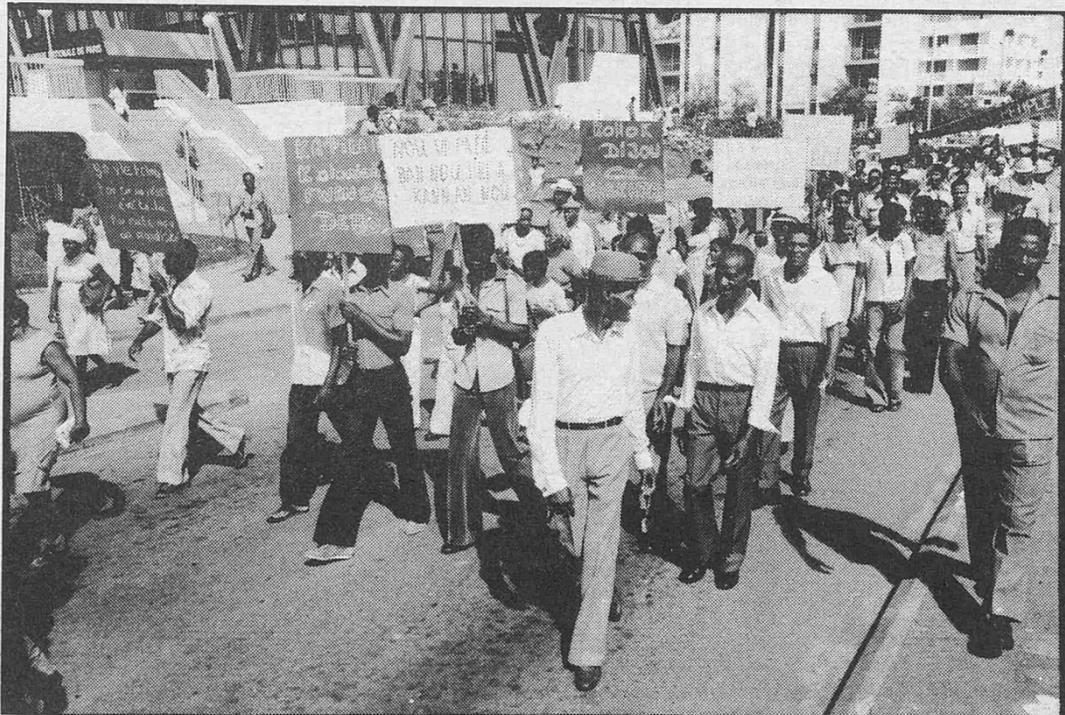


photo D.F.

...Suite de la page 8

M.I.M. : Vous dire ceci, c'est que bon : il y a eu décembre 1959, la répression était brutale ; il y a eu des centaines de blessés, il y a eu trois morts. Il y a eu mars 1961, c'était un mouvement social avec les ouvriers agricoles. Il y a eu trois

morts et 22 blessés. Un jour, une personne, Gratian, a fait un lapsus, il a été condamné par les tribunaux parce celui-ci avait dit trois morts et 25 blessés. En 1961 et tout au long de ces vingt dernières années, il y a eu des cas isolés. C'était l'affaire Marny, c'était Martillon en 1965. C'était Louvet en 1971

Ensuite, en 1974, Hilmany et Marie-Louise, ils sont morts. C'était dans la grève des ouvriers agricoles. Le gouvernement a vraiment sorti la force armée parce qu'il s'est vraiment rendu compte que derri-

re le mouvement agricole, c'est le mouvement patriotique qui

était là, et non pas les communistes avec qui il voulait discuter. Ils ne sont pas des adversaires assez radicaux, c'est évident.

S.F. : Comment analysez-vous cette répression ? C'est quand même la première fois dans l'histoire de la colonisation française du moins de ces vingt ou trente dernières années où il y a eu une répression « perlée ». Dans les autres pays, ce n'est pas ce qu'elle a fait, c'était une répression de masse.

M.I.M. : Je vais vous expliquer. Nous avons peut-être eu un discours très long. C'est-à-dire que nous n'étions pas inactifs nous-mêmes. Nous combattons et il y a eu les acquis de notre lutte. Je vous ai rappelé que, lorsqu'en 1968, il n'y avait rien comme littérature politicienne dans ce pays. Je peux vous dire tout de suite qu'en 1966 et 1965 Auguste Armet que vous voyez en ce moment au P.P.M., rentrait au pays et avait écrit un petit recueil de poèmes, « Le Cri » qui a été saisi à l'aéroport. Que des étudiants en

sciences économiques, rentrant au pays, se faisaient saisir leurs bouquins qu'ils avaient amené pour préparer leurs examens.

C'est dire que nous étions suivis et même dénoncés par le P.C.. C'était ça le climat général, quoi. Rien n'était possible. Mais maintenant, vous voyez bien qu'on peut dire que nous sommes pour l'indépendance.

C'est un acquis de la lutte, c'est-à-dire que nous nous sommes battus. Il y a eu quand même (ce n'est pas la Martinique) l'affaire de 1976 en Guadeloupe

parce que le mouvement était encerclé, piégé ; il est évident, alors, que le gouvernement avait la possibilité de faire une répression plus massive en Martinique. De sorte que, si la répression n'est pas plus forte, c'est peut-être parce que notre pression n'est pas suffisamment forte. Il est évident que si elle l'avait été, la répression aurait été plus forte aussi, nous aurions eu des heurts avec la police.

S.F. : Il faut faire attention, ce n'est pas la question que je

vous pose, en ce qui concerne la répression ici. Ce n'est pas parce que le mouvement est fort, qu'il y a eu répression forte, je ne souhaite pas une répression forte. Ce n'est pas ce que tu as dit, qui fera que les Martiniquais sont plus avancés. Ce que je voulais vous faire dire, c'est quelle est votre analyse de la stratégie de la France en ce moment à la Martinique ? Quel jeu joue-t-elle, parce qu'on ne comprend pas très bien. Est-ce que cela désorienter les Martiniquais ou non ? Où en est la situation politique aujourd'hui à la Martinique ?

M.I.M. : Le France ne sait pas exactement. Ce que nous croyons, c'est que Giscard a sans doute une stratégie, mais elle n'est pas claire. Nous croyons pouvoir la caractériser, mais c'était déjà cela pour De Gaulle. Parce que De Gaulle a balancé plusieurs fois entre la discussion et la répression, entre la négociation et la répression, plusieurs fois, mais je dis que notre pression n'a peut-être pas été suffisamment forte ; c'est pas seulement le fait que nos projets d'action que nous avons vers les années soixante ne soient pas allés suffisamment loin, pour déboucher sur la répression, c'est aussi parce que nous avons pris un certain nombre de précautions.

C'est parce que nous avons eu le souci avant le déclenchement d'une action armée dans ce pays, d'assurer les bases de la continuité de cette action, ce qui n'est pas une mince affaire. Parce qu'il s'agit de faire un acte héroïque, c'est à la portée de tout un chacun de faire un acte héroïque exemplaire. On ne voit pas très bien sur quoi tout cela va déboucher, ou plutôt, nous voyons très bien, cela va déboucher sur la liquidation de notre mouvement et sa récupération.

Propos recueillis par
Maria Kala Lobé

M.I.M. : Mouvement Indépendantiste Martiniquais.



photo D.K.

NIGERIA

L'islam noir en action

Avec les événements de Kano dans le nord du Nigeria, c'est tout le débat de l'islam qui se trouve réveillé, avec les formes de son avancée progressive en Afrique.

Dans la ville de Kano, au nord du Nigeria, les membres d'une secte religieuse dénommée « Al Masifu » ont attaqué la grande Mosquée, brûlant les véhicules de la police, mettant le feu à des habitations. Les émeutes occasionnées auraient fait un millier de victimes, selon les premières informations publiées de différentes sources de Lagos. La police serait venue à bout des émeutiers. Une soixantaine de personnes prises en otages auraient été libérées le dimanche 28 par l'armée nigérienne, et des barrages militaires ont été établis sur les routes au nord

du pays, principalement sur celles conduisant vers Kano.

De telles circonstances sont, pour l'heure, soumises à plusieurs thèses et interprétations. Il semble, en premier lieu, que les membres de la secte « Al Masifu » avaient pour but de s'attaquer au gouvernement local. En effet, la secte « Al Masifu », par la voix de son dirigeant Mohamed Marwa, désirerait mettre fin au « laisser-aller » religieux observé dans cette partie du Nigeria. Etant donné que le Nigeria est un Etat Fédéral, on est amené à penser, pour l'instant du moins, qu'il ne s'agit là que d'un incident local. Dans le nord du Nigeria habitent par des populations Haoussa et Peuls de religions musulmane, le « rigorisme spirituel » réclamé par Mohamed Marwa et les membres de sa secte devrait

commencer par le départ du gouverneur jugé par trop « progressiste » et enfin la mise en place d'un Islam plus strict et plus exigeant.

Toutefois, il faut signaler la présence parmi les personnes arrêtées de tchadiens et de camerounais, principalement. D'autre part, la présence à Kano de nombreux Lybiens qui entre autres activités recrutent des « mercenaires nigériens » pour le Tchad, a amené la presse de Lagos à évoquer « la possibilité d'une explication extérieure ».

En attendant, bon nombre d'observateurs, à Lagos notamment, n'hésitent pas à parler, avec quelque précaution néanmoins, de l'ombre de Kadhafi, un euphémisme qui commence pour le moins à devenir une pierre d'achoppement de la nouvelle approche d'

une politique africaine.

Si les circonstances évoquées ici prennent, de prime abord, l'allure d'un « fait divers », même important du point de vue des conséquences matérielles qui en ont résulté, on pourrait toutefois penser que cette « guerre sainte », même si elle ressemble à un raid malheureux, fait partie de ces événements furtifs et qui révèlent des soubresauts moins visibles. La resurgence de l'islam en Afrique en tant que lieu politique, par delà quelques extrêmes observables comme la Lybie, serait-elle en train de devenir bien plus qu'une supputation d'intellectuels en mal de prêcher ?

Ou serait-ce là les signes annonciateurs d'une nouvelle réalité politique africaine ?

KEITA

BREVES

Le scandale monstrueux de la faim dans le monde :

C'est ce qu'évoque le cardinal Roger Etchegaray, archevêque de Marseille dans le bulletin diocésain de cette ville. « A la veille de Noël, il est bon de savoir que Bethleem veut dire : 'Maison du Pain', Mais comment pouvons-nous célébrer dans la joie Noël à Bethleem sans penser avec angoisse à toutes les maisons du monde sans pain, sans poignée ni bouchée de riz ou de mil ? Car le scandale est là, le scandale le plus monstrueux qui nous éclabousse sur tout à l'heure où nous nous bousculons devant l'engorgement des Etats de réveillons ». Le protecteur des media se déplace sur la carte mondiale de la faim, au gré des événements et quelquefois des opportunités... Pourtant, poursuit Mgr Etchegaray, « la faim n'est pas une fatalité. Ce qui manque, ce ne sont ni les ressources, ni les moyens techniques, mais la volonté de rejeter un système où la surconsommation des uns se nourrit de la sous-consommation des autres. ».

Solidarité avec le peuple afghan

Le président Sadate décide de consacrer une somme d'un million de livres égyptiennes au peuple combattant afghan... Ouais bon...

Algérie, secousse tellurique encore. Cette fois dans l'est du pays, où le dimanche 21 décembre, la terre a légèrement tremblé à Annaba et ses environs. On ne signale ni victimes, ni dégâts.

Stage F.P.A. de « Guerre dans le désert ». Pour l'armée des Etats-Unis, le mois dernier dans les sables de l'Egypte éternelle. Cet exercice baptisé « Bright Star » a permis à l'armée américaine de conclure : que le désert était différent de la jungle du Vietnam et des plaines d'Europe — C.Q.F.D. Outre que : les fusils « M 16 » s'enrayent, les hélicoptères battent de l'aile, les filtres à air se bouchent, le sable encrasse les armes à feu, les stratèges U.S. se sont aperçus que les tenues de camouflage verdâtre des marines n'étaient pas adaptées au désert. Ce qui a permis de déduire que des tenues de couleur sable seraient moins voyantes dans le désert (!). Balaises les Ricains...

ILS ZONDITS

M. Omar Bongo (Gabon) :

La présence libyenne au Tchad n'a plus de raison d'être, il serait bon que les Libyens quittent le Tchad et laissent aux Tchadiens la latitude de résoudre leurs problèmes et préparer les élections ».

Monsieur Goukouni Weddeye

« Si Hissene Habre revenait au Tchad en reconnaissant ses erreurs, tête baissée, et en s'agenouillant devant nous, il aurait le droit, en tant que Tchadien, de rester au Tchad ».

2ème Colloque International d'Histoire et Civilisation Maghrébines

L'ALGERIE FACE A LA FRANCE

Nous poursuivons la publication d'une série d'articles sur un colloque d'histoire du Maghreb tenu au mois de novembre à Tunis. Ce colloque a attiré un certain nombre d'historiens français et maghrébines, et a passionné le pu-

blic tunisien, essentiellement jeune.

Notre correspondant à Tunis poursuit le compte-rendu de ce colloque. La troisième partie suivra la semaine prochaine, avec un dossier sur le syndicalisme et les pouvoirs en Tunisie et au Maghreb.

La communication de l'Algérien Yahia Bouaziz était beaucoup moins importante que celles qui l'ont précédée, bien que traitant d'une période décisive dans l'histoire moderne de l'Algérie, à savoir : la période allant de l'occupation d'Alger en 1830 à la fin des rébellions contre la colonisation française vers le début des années 80.

Le conférencier a expliqué la lenteur de l'occupation militaire française par les deux facteurs suivants : d'abord la Résistance armée, dirigée par l'émir Abdelkader, qui a duré 18 ans, puis la résistance farouche opposée par les autochtones (paysans, tribus, etc.) qui s'est étendue sur un demi-siècle environ.

La résistance armée, quant à elle, est passée par deux phases : la première, dirigée par l'émir Abdelkader et el-Haj Ahmed Bey, s'est prolongée durant les années 30 et 40, la deuxième qui lui succède, est marquée par un caractère populaire et s'étend sur trois décennies.

Analysant les particularités de cette période, Y. Bouaziz a relevé quatre caractéristiques essentielles :

- la complexité du processus de résistance à cause des dissensions internes et des rivalités qui opposaient les chefs de la lutte armée ;
- le manque d'organisation et d'armes modernes ;
- le rôle important que jouaient les cheikhs et les chefs religieux dans la Résistance ;
- bien que les fils des grandes familles aristocratiques aient participé à la lutte, seules les classes déshéritées se sont

engagées jusqu'au bout de la résistance armée.

A la fin de la communication, Y. Bouaziz a souligné le fait que la plupart des historiens qui se sont penchés sur l'étude de cette lutte anti-coloniale étaient à l'époque des correspondants militaires colonialistes.

Ces derniers ont avancé les trois hypothèses suivantes pour expliquer la participation massive du peuple algérien à la lutte :

- le « fanatisme » des Algériens ;
- la détérioration de la situation économique dans le pays (sous-estimant ainsi le sentiment national) ;
- les rapports établis entre l'émir Abdelkader d'une part, les Prusses et les Turcs de l'autre, qui ont été interprétés comme une manipulation du premier par les seconds.

Pétrole : les difficultés de la Nationalisation

La communication de l'historien français André Noushi sur le problème de la nationalisation du pétrole algérien part de la constatation suivante : dans les accords d'Evian (1962), comme dans les accords de 1965, les Sociétés Pétrolières Françaises conservent, grâce au gouvernement français, l'intégralité de leurs droits et de leurs intérêts dans l'Algérie indépendante. Ces privilégiés soulèvent chez le conférencier la question suivante : « Pourquoi les Algé-



riens, soucieux de leur indépendance, ont-ils donc cédé sur ce problème capital ? ». Pour apporter une réponse à la question qu'il a posée, le conférencier s'est livré à une étude détaillée des origines de la découverte du pétrole en Algérie. De cette étude, nous retenons que les champs pétroliers algériens ont été découverts par le B.R.P. (Bureau de Recherche Pétrolières) qui était le principal instrument de la politique française de prospection. Mais le B.R.P. n'était pas seul, il avait des sociétés filiales.

A partir de 1952-53, des sociétés telles que la Compagnie Française des Pétroles ou la Royal Dutch Shell, se lancent dans la prospection pétrolière, d'où la découverte du pétrole et d'hydrocarbures gazeux dans la Sahara algérien.

En 1954 et surtout 1956, la découverte du gaz dans la région d'In Salah incite les sociétés pétrolières à se ruier vers le Sahara algérien.

Entre 1950 et 1962, et à partir du moment où le pétrole a jailli, la France a absorbé la production saharienne qui est passée de 35 millions de tonnes à 46 millions de tonnes.

Parallèlement, la France a créé un organisme qui avait pour but la mise en valeur des régions sahariennes. Ceci va poser un problème majeur dans les négociations franco-algériennes. Les Algériens avaient souligné dans la plate-forme du Congrès de la Summam leur intention de libérer tout le territoire algérien, y compris le Sahara. En énonçant l'idée d'une « Fédération Nord-Africaine », ils ont évoqué la possibilité d'une « exploitation commune de nos sous-sols sahariens respectifs ». Ces principes ont été la base des discussions avec le gouvernement français.

Mais en juin 1958, le gouvernement français et le gouvernement tunisien ont cautionné l'accord conclu par deux sociétés pétrolières pour la mise en place d'un pipe-line qui acheminerait le pétrole algérien vers le port tunisien de Skira. La réaction du F.L.N. ne se fait

pas attendre : « Le Moujahid » publie un article vigoureux condamnant l'accord conclu entre les gouvernements tunisiens et français. Les autorités tunisiennes décident, à leur tour, de saisir ce numéro et d'interdire le « Moujahid ».

Après l'affaire de Bizerte, ce problème va s'acheminer vers la solution : De Gaulle commence par reconnaître que le Sahara fait partie de l'Algérie, d'où la possibilité de reprendre les négociations avec le F.L.N., ce qui fut fait.

Les accords auxquels ces négociations ont abouti stipulent la souveraineté théorique des Algériens sur le Sahara. Mais, en revanche, tout ce qui concernait les privilèges, les subsides, etc., était conservé par les Français. Puisque les sociétés pétrolières françaises ne s'étaient pas opposés à ces accords, ils furent signés par le G.P.R.A. et le gouvernement français.

Depuis 1962, les Algériens sentaient la nécessité de tirer des intérêts plus importants du gaz et du pétrole, d'abord le gaz devait jouer un rôle capital dans l'effort d'industrialisation et puis les hydrocarbures devaient contribuer à l'augmentation des rivalités.

Le gouvernement français délègue le responsable du secteur pétrolier à Alger pour mener des pourparlers avec les responsables algériens qui débouchent sur une modification de la fiscalité en faveur de ces derniers.

L'insurrection de 1881

La communication de l'Algérien Jilali Sari nous ramenait à la période décrite par Y. Bouaziz : la deuxième moitié du 19ème siècle. Sari s'est intéressé à l'étude des « causes économiques de l'insurrection de 1881 dans l'ouest algérien ». Il faut noter, à cet égard, que l'insurrection fut la conséquence de l'intégration économique du

sud de l'Oranais dans l'économie européenne. En effet, l'insurrection intervient au moment où l'Europe, et la Grande-Bretagne en premier lieu, avait besoin des ressources de cette région (l'Alfa).

Vers 1864-70, la matière première pour la fabrication du papier se faisait rare, d'où la nécessité de trouver une matière de substitution. Celle-ci n'était autre que l'Alfa (découverte par un Ecossais).

Mais l'exploitation de l'Alfa exigeait la mise en place d'une infrastructure adéquate. A cette fin, une ligne de chemin de fer fut construite entre 1873 et 1879 grâce à la Compagnie Franco-Algérienne (C.F.A.) qui avait, à l'époque, de très importants intérêts au nord.

Parallèlement, la C.F.A. obtient l'exploitation de 300.000 hectares d'Alfa dans une région riche de l'Oranais.

Il faut souligner que la ligne de chemin de fer sera d'un grand secours pour les autorités coloniales dans la répression des révoltes.

Sur le plan culturel, la région était mûre pour accueillir les idéologies rénovatrices de l'Islam : il ne faut pas oublier qu'elle est en contact avec le royaume chérifien et avec le Grand Sud. La France lui accordait également un intérêt particulier pour sa position stratégique entre le Sud et le Maroc.

Tous ces facteurs, aussi bien économique que géographiques ont été déterminants dans le déclenchement de l'insurrection. Il faut noter que le monde musulman était à la veille de l'avènement du 14ème siècle de l'hégire en 1879-80.

Le conférencier a mis en exergue l'ampleur prise par cette insurrection, à laquelle les ouvriers s'étaient ralliés, à tel point que son dirigeant Bouamama a failli abandonner le mouvement. C'est en tout cas ce que mentionnent certaines archives diplomatiques espagnoles et françaises.

RACHAIED K.



Afghanistan

« La population aux côtés de la résistance »

A Kaboul, la résistance afghane a lancé un mot d'ordre de grève générale, pour marquer le 1^{er} anniversaire de l'occupation soviétique. Le mouvement était soutenu par la quasi-totalité de la résistance, la plupart des boutiques étaient fermées, de nombreux fonctionnaires ont répondu à cet appel. Des affrontements armés se sont produits dans la capitale.

A Paris, une délégation, représentant 9 organisations démocratiques dont la CFDT, le MSRA (mouvement de solidarité avec la résistance Afghane), le PS et le PSU, a pu lire une motion de protestation à un membre de l'Ambassade d'URSS. Selon le représentant du MSRA, une des 4 personnalités à avoir été admises à l'intérieur de l'Ambassade, les Soviétiques ont constaté le terme « invasion » contenu dans la motion, reprenant pour leur défense, leurs arguments habituels.

Sans Frontière a rencontré M. Zalmai, représentant du Comité des Afghans en France. Celui-ci a été fonctionnaire d'Etat jusqu'en février dernier date à laquelle il s'est réfugié en France.

litaire, on attribue sa faiblesse à ses divisions internes. Qu'en est-il exactement ?

Z. : Outre la résistance victorieuse de la vallée du Penjchir, où les troupes soviétiques ont essayé de pénétrer. Plusieurs régions restent aux mains de la résistance, c'est le cas du Kunar dans l'est, du Kouzistan au nord-est de l'Harzaradjat au centre du pays. Dans cette dernière région, les Russes ne peuvent avoir recours aux bombardements massifs, il faudrait qu'ils massacrent les 200 000 habitants, pour venir à bout de la résistance. celle-ci est fortement organisée, et possède un conseil de la Révolution Islamique, composé de 85 délégués.

SF : On parle souvent de la résistance afghane, peut-être conviendrait-il mieux de parler des résistances afghanes quelle est la différence entre la résistance intérieure et extérieure, les organisations basées à Peshawar sont-elles représentatives sur le terrain ? Que sont les différences politiques, idéologiques, de quelle aide étrangère bénéficient les différents mouvements ?

Z. : La résistance extérieure est née à la faveur de l'exode des réfugiés vers le Pakistan. Ses organisations sont dirigées pour la plupart, par des personnalités religieuses. Parmi les partis représentés à Peshawar, au nombre de cinq (5), regroupés dans l'alliance islamique on distingue les deux partis pro-monarchistes, le Jamiat-e-Islami et le Hezbi-e-Isla Mi-de-Younes Qales, partisans du retour du roi Zahir Shah, et trois partis pro-occidentaux : le Front de Libération Nationale du Sayed Ahmed Guitani, le Front pour la libération de l'Afghanistan de Moudjadédi, le Mouvement pour la révolution islamique de Mohammedi.

Parmi la résistance intérieure on distingue : le Front de Nouristan, se réclamant de l'Islam progressiste, partisan d'une république islamique ; le Front des Combattants Medjahed, principalement implanté dans la capitale et aux alentours, il a connu un essor important à partir de l'invasion soviétique ; le Front Uni National, composé de différentes organisations progressistes et laïques.

La victoire de la résistance afghane a été de s'organiser politiquement et de commencer à s'unir, dans un premier temps, sur une base tribale, c'est à dire ethnique et géographique. Le 5 octobre dernier, la résistance pour marquer le deuxième anniversaire de la libération du Nouristan, a réuni 22 délégués sur les 28 provinces du pays ? Cette coordination des différents fronts représente beaucoup d'espoir pour nous.

Les partis de la résistance extérieure contrôlent eux aussi des poches de résistance comme dans la vallée du Panjchir, où la ligue islamique joue un rôle important ou dans les régions frontalières.

La population aide la résistance dans toute la mesure de ses moyens. Chacun a un des



siens qui, de près ou de loin, a été victime du gouvernement, où s'est engagé dans la résistance, tout le monde se sent donc concerné. Ainsi les résistants n'ont aucun mal à trouver aide et refuge dans la population.

SF : L'isolement de l'URSS va croissant, sur la scène internationale dans le même temps, la solidarité des progressistes se développe, de quel soutien international a besoin la résistance ?

Z. : En priorité, la résistance attend une aide des pays islamiques au premier rang desquels l'Iran. La population écoute beaucoup les émissions en persan des radios étrangères, dont la BBC. Elle compte beaucoup sur la pression internationale pour obtenir le retrait des troupes soviétiques. Depuis un an, pratiquement aucune aide militaire ni humanitaire n'est parvenue à la résistance — à l'exception de la résistance extérieure, qui a reçu quelques armes de l'Egypte et de l'Arabie Saoudite — l'aide n'a touché jusqu'à présent que les réfugiés.

SF : Le régime de Karmal a bien du mal à se maintenir — l'armée est en pleine décomposition — il n'a pas réussi en un an à trouver une assise suffisante dans la population. où en sont les contradictions internes aujourd'hui ?

Z. : La base sociale du régime Karmal repose essentiellement sur les milices du Parcham. Les fonctionnaires se réunissent sans arrêt dans les ministères pour commenter la situation militaire. Deux informations récentes suffisent à illustrer le désarroi du régime, bien qu'elles n'ont pas encore reçu confirmation. Le ministre de la Justice Abdoul Rachid Arian aurait fui le pays. Rafi, le ministre de la Défense, aurait été tué par les Russes. 30 000 soldats afghans sont en prison, 2000 jeunes se sont enfuis au Pakistan, pour échapper à la conscription. Ce malgré que le gouvernement octroie aux militaires un salaire de mercenaire : 7000 à 10 000 Afghanis (soit le salaire d'un ministre, à l'époque de Daoud, Premier Ministre renversé par Taraki en avril 78).

SF : Pour conclure, quelles sont les perspectives d'avenir pour la résistance ?

Z. : La résistance mène une guerre de longue haleine. Elle doit acquiescer à l'avenir une représentativité au niveau international, afin d'être reconnue et aidée en conséquence. D'autre part, les Russes ne peuvent vaincre, ni même occuper tout le pays, sauf en bombardant tout l'Afghanistan. Ils se cantonnent à la capitale, les villes principales et au contrôle des principaux axes routiers...

Propos recueillis par Frank ROUSSEL



Sans Frontière : un an s'est écoulé, depuis l'intervention des troupes soviétiques en Afghanistan, quels ont été les faits marquants de l'année 80 du point de vue de la résistance ?

Zalmai ; Il nous faut revenir un peu plus en arrière, pour expliquer l'évolution de la situation. Déjà sous Amin (le prédécesseur de Karmal) la résistance représentait une menace telle pour le régime et pour ses alliés soviétiques, que ces derniers durent intervenir directement pour trouver un successeur à l'ancien ministre de Taraki. En 3 jours, du 24 au 27 décembre 79, 40 000 soldats soviétiques ont débarqué à Kaboul, encerclant les garnisons. Amin est tué au cours de l'assaut du Palais. Dès janvier, les Moudjahidin ont lancé un mouvement de grève à Kandahar. Les boutiques sont restées fermées pendant un mois, ce malgré les risques d'amendes qui pesaient sur les commerçants grévistes : de 1000 à 5000 afghanis. Toutes les nuits, le slogan « Allah Akbar » (NDLC : Dieu est grand) était scandé par les habitants, juchés sur les toits des maisons.

A Kaboul, quelques temps après, a été déclenché une grève des commerçants à l'appel du Front des Combattants « Modjahed » et d'autres organisations. Les 15 et 16 février 80 j'étais alors présent dans la capitale où j'ai pu assister chaque soir à partir de 18 H 30 à la mobilisation de la population.

Aux slogans « Allah Akbar » succédaient des rassemblements dans les rues, des mots d'ordre fustigeant l'occupation soviétique étaient lancés par

les hauts-parleurs, les femmes ont pu prendre la parole. Des meetings improvisés se sont tenus dans les mosquées. Vers 23 h, chacun a donné rendez-vous à l'autre avant de se quitter pour le lendemain matin pour la prière de 4 h. Il n'y eut pas d'appel de Muezzin, ce matin-là.

Les Mollahs, ayant été arrêtés par la milice du Parcham (fraction au pouvoir). Malgré cela, à la tombée de la nuit, les cris « Allah Akbar » reprenaient, suivis de petits rassemblements. On en dénombra 16 dans tous les points de Kaboul. Dans mon quartier, proche de l'ambassade d'URSS, 1000 personnes qui s'étaient rassemblées spontanément, dans la banlieue, décidèrent de marcher sur l'Ambassade. En chemin, ils croisèrent les habitants d'un autre faubourg, qui les voyant armés de haches et de gourdins les dissuadèrent de s'y rendre, vu les risques encourus. La manifestation spontanée rebroussa chemin, de retour à son point de départ, elle se heurta aux milices du Parcham qui avaient pris position à un carrefour et tirèrent sur la foule.

Dans mon seul quartier, il y eut 97 morts. Divers recensements nous permettent d'évaluer à 1000 le nombre des victimes de cette journée. Le 16 avril, les lycéens de Kaboul manifestaient contre l'occupant. 50 lycéens et lycéennes furent tués, il y eut de nombreux blessés. Les étudiants prirent le relais 2000 d'entre eux furent alors emprisonnés.

S.F. : comment la résistance

s'est-elle organisée dans le reste du pays ?

Z. : Après février, 10.000 soldats du Yemen du Sud se mêlèrent à l'armée afghane et aux troupes soviétiques. Malgré ces renforts, le régime et ses alliés parvenaient tout juste à contrôler la capitale, les villes principales et les grands axes routiers. Au sud, les patrouilles de l'armée se contentaient de contrôler les véhicules transportant des marchandises dans le but d'empêcher le ravitaillement de la résistance.

Au nord du pays, on cite souvent des cas de fraternisation des soldats, originaires des républiques du Sud de l'URSS. Ces soldats vendaient parfois leur arme aux Moudjahidin pour un prix dérisoire, et cherchaient à se procurer le Coran et de la littérature musulmane. Les soldats soviétiques envoyés dans ces régions furent surpris de ne trouver en face d'eux que des Afghans, on les avait envoyés se battre — disaient-ils — contre les Américains, les Chinois et les Pakistanais.

Dans certaines régions, l'administration Karmal avait déserté son poste à Hérat, seul le gouverneur osait montrer le bout de son nez, et encore sous la protection d'un char. Dans cette ville, une cadre du Parcham fut tuée, lorsqu'elle tenta de prendre la parole dans un meeting, organisé par le gouvernement. Dans le nord du pays, les Moudjahidin se sont emparés des fermes d'état, ils ont repris les cultures, gérant eux mêmes les domaines.

SF : Selon les médias occidentaux, la résistance stagne, outre son infériorité mi-

Comment peut-on être musicien-immigré ?

Il est arrivé en France métropolitaine par un soir de novembre, sous un de ces ciels d'automne tristes et morne nous aspergeant d'une pluie fine et sale qui vous donne directement le cafard. Sa profession : *musicien*. Il est venu parce qu'ici il y a des producteurs, des éditeurs, des studios d'enregistrement, de mixage et gravure hautement sophistiqués, une structure promotionnelle parfaitement encadrée.

Aujourd'hui, il regarde tristement ses trois ou quatre disques dont on lui dit encore tant de bien, se souvient avec nostalgie du public monstre qui est venu l'ovationner pendant sa dernière tournée dans son pays, regarde à la télé les musiciens souvent minables qui défilent chaque jour (toujours les mêmes), enfonce ses mains dans les poches trouées de son « jeans » et ne comprend plus rien.

Il, c'est cet Africain, qu'il soit originaire du Nord ou du Sud, du Sahara : c'est aussi cet Antillais, immigré dans son propre pays. Ils sont plusieurs milliers dont la S.A.C.E.M. ne connaît même pas le nombre exact. Ils font travailler des entreprises françaises qui s'enrichissent pendant qu'eux restent désespérément pauvres. Comment expliquer cela ?

La raison est unique et évidente : *le racisme*. Elle comporte, il est vrai, des antennes d'ordre technique et artistique, mais qui, en fait, sont loin de constituer le noyau essentiel du problème. Evidemment les tenants des décisions ne ratent pas une seule occasion de stig-

matiser les carences techniques et artistiques de la musique africaine et antillaise pour expliquer leur malveillance. Il ne faut pas s'y fier.

Contrairement à la majorité des musiciens français, le nombre d'artistes immigrés bénéficiant d'un contrat de production, honnête et suivi est fortement limité. Les maisons de disques spécialisées (elles ne sont déjà pas nombreuses) exigent la remise d'un « master » lequel reste à l'entière charge de l'artiste. Or le « master » qui est en fait le produit fini représente souvent plus de 70% du prix de revient d'un disque. L'artiste se verra donc obligé de travailler et d'économiser pour faire face à un investissement souvent ruineux de l'ordre de 20 à 25 000 francs (deux millions de centimes). Or tout le monde connaît les emplois échus aux immigrés. Les plus réalistes (si j'ose dire) abandonnent souvent en chemin, ravant du même coup leurs illusions et leurs espoirs déçus.

Il arrive pourtant que l'on arrive à résoudre cet obstacle majeur, dès lors que la maison de disques, qui désormais a peu à perdre, consent à vous sortir le disque ; sinon il ne vous reste plus qu'à vous occuper personnellement de la gravure, du pressage, des pochettes, des affiches et postes. Dans le premier cas, le pourcentage (royalties) qui revient à l'artiste oscille entre 5 et 10%, sur les prix de gros, lequel ne lui est d'ailleurs versé que si les ventes dépassent le millier d'exemplaires. Quand on sait qu'un disque coûte environ 29 francs au prix de gros, T.V.A. comprise,

que la douane, le fret et les charges sociales contribuent à situer en Afrique, un 33 tours au prix de détail exorbitant de 100 francs alors que le S.M.I.G.

est à 800 francs, c'est un luxe que seuls quelques rares pays en développement peuvent se permettre, on comprend la faiblesse du marché du disque en Afrique. De plus les royalties sont versées tous les six mois. La roubardise et le manque total d'immagination des quelques rares promoteurs de spectacles limitent le nombre de tournées à une fréquence voisine de zéro. Or un musicien ne peut vivre sans tournée.

Si le marché d'origine est quasi-inexistant de par des raisons surtout économiques, celui des pays industrialisés est tout simplement catastrophique.

Les maisons d'édition ne font strictement rien pour la promotion, aidées en cela par la radio et la télévision. Jamais un disque arabe, noir africain ou

antillais. Dans les locaux des stations de radio, une jeune ingénue m'a rétorqué que les Français ne comprenaient pas le créole ou l'arabe. Je lui ai demandé s'ils comprenaient l'américain. Résultat : les disques se vendent mal parce qu'inconnus. Les nouveaux

chanteurs immigrés existent. Ils sont même techniquement et artistiquement très au point. Mais rien n'est fait pour eux.

Il n'existe aucun magazine, aucune association qui œuvrent pour eux. Alors, las d'enfoncer des portes ouvertes, le pauvre musicien immigré choisit un métier moins exaltant certes, mais qui néanmoins nourrit son homme. La muse s'enfuit. Un nouveau pas a été franchi par le néo-colonialisme quand, pour essayer d'exister, on se met à chanter en français ou en américain (Henri Salvador, les Gibson Brothers, Linda De Souza et même la grande Myriam Makeba maintenant). Mais qui peut leur jeter la pierre ? C'est qu'ils aiment leur métier, veulent en vivre et en mourir.

La situation des musiciens immigrés s'inscrit dans les contextes glacials de la société actuelle. Malheureusement, nos gouvernements restent désespérément sourds et aveugles devant cette situation alarmante. Les pouvoirs français ne feront rien pour nous sortir de l'ornière, bien au contraire. Les artistes africains se meurent ; nul n'est irremplaçable, me direz-vous : c'est vrai ; mais la culture, elle, est irremplaçable.

Pasteur Lappe

S.A.C.E.M. : Société des Auteurs, Compositeurs et Editeurs de musique : 225 avenue Ch. De Gaulle, Neuilly-sur-Seine.

Master : Bande d'enregistrement mixée et finie en vue de la gravure.

Michot Dhin : « Super Nanga-Boko »

Cela fait sept ans que Michot Dhin nous annonce son premier disque ; cela fait sept ans que ce joyeux luron se mêle de tout : des claviers aux percussions en passant par les guitares, paroles, musique, chant, bref de tout. Comment donc aurais-je pu ne pas remettre l'achat du dernier *Frankadelic* quand j'ai découvert parmi un fouillis de 45 tours géants « l'Eureka » ? Résultat : je l'offre au premier demandeur ! Première magouille : les deux faces du 30 cm portent le même titre. Alors, pendant plus de vingt ans, j'ai supporté stoiquement une débauche infinie de synthés criards, plantés n'importe où et n'importe comment. Quant à la musique elle-même, ça navigue allègrement entre le Mokassa et la biguine, de quoi vous ridiculiser sur une piste de danse, comme un vrai tocard ! Emido et Vamur respectivement à la basse et aux drums ont beau rivaliser d'ardeur et de talent, les T. Points souder les chœurs (qui manquent étrangement d'harmoniser et de delay) assez étrangement dans l'ensemble, Dhin gache le tout avec son invitation déplacée de Manu Dibange à qui d'ailleurs ce disque est dédié. *Super Nanga-Boko* n'est vraiment pas super !

Michot Dhin, Ledoux Records.

P.L.

CINEMA Hazal : une peinture intimiste

Enfin du nouveau dans ce désert cinématographique sur les écrans en France *des films turcs*. Après le merveilleux film de Zeki Okten, « *Le Troupeau* », qui est toujours à l'affiche depuis huit mois, « *Hazal* », le premier long métrage de Ali Ozgenturk, est le second à sortir. Il est étonnant d'apprendre l'existence du cinéma turc par ces deux films alors que celui-ci date de 1910, et que ce n'est que vers 1948 que fut permis un développement plus conséquent grâce au vote d'une loi protectionniste destinée à prémunir le cinéma national contre toute protection étrangère, et malgré cela le cinéma turc ne bénéficie d'aucune subvention de l'Etat.

Se heurtant à maints problèmes, d'ordre technique, politique et de censure, des producteurs et des réalisateurs s'efforcent de transformer le contenu et la nature du cinéma. Dans cette lignée, Ylmaz Guney fut un des premiers à voir une prise directe sur la réalité socio-économique et politique de la Turquie, ce que nous avons pu découvrir par son film « *Le Troupeau* » tourné par Zeki Okten (Guney est en prison depuis 1971 pour avoir commis un crime.

Ali Ozgenturk se situe dans

cette mouvance de ce jeune cinéma turc dont la préoccupation est de traduire l'état de leur société actuelle avec toutes les contradictions qui marquent tout pays sous-développé affronté à un phénomène de « *modernisme sauvage* » qui se heurtent aux pesanteurs sociologiques et traditionnelles ?

Dans *Hazal*, il nous brosse un tableau de cette mentalité archaïque patriarcale qui fait de la femme un objet d'échanges. Dans cette région la plus désertifiée de son pays qu'est l'Anatolie, Hazal, jeune fille pauvre, achetée par une famille riche, se voit contrainte par la coutume d'épouser de force le jeune frère de son ex-fiancé, qui ne reviendra plus jamais de son service militaire. Elle épouse donc Omar âgé de dix ans, et vit chez sa belle-mère, une vieille acariâtre, odieuse, qui la traite en esclave. Celle-ci détient le pouvoir à l'intérieur de la famille alors que celui du père, l'Agha du village est absolument absent.

Pour lutter contre cette structure sociale contraignante, Hazal découvre l'amour d'Amin et s'enfuit avec lui.

Amin, maçon du village fut le premier à oser braver cette mentalité rétrograde de la cel-

lule familiale, subordonnée à la soumission féodale que les habitants de ce village d'Anatolie doivent à leur Agha. Ce dernier s'oppose à la construction d'une route qui passe sur ses terres. Le pouvoir religieux et féodal des grands propriétaires, réfractaires à tout progrès, se réunissent avec l'Agha pour lutter contre l'ingérence de l'Etat centralisateur.

Hazal, peinture intimiste de la vie d'une femme dans la Turquie d'aujourd'hui. Ce film est une allégorie sociale : l'harmonie des couleurs et le rythme lent de la musique fait de ce film un poème d'amour bouleversant.

Certes, *Hazal* et Amin meurent dans ce film, tués par l'obscurantisme des gardiens des traditions religieuses. Mais leur mort n'est pas un constat d'échec. Ils avaient choisi de lutter contre cet univers rural archaïque.

Le festival de Carthage a primé le film d'Abdellatif Ben Amar, « *Aziza* », qui est la prise de conscience d'une femme. « *Hazal* » l'aurait à mon avis mieux mérité et cela à tout point de vue. Mais ceci est évidemment un autre problème.

Mohamed Nemmiche

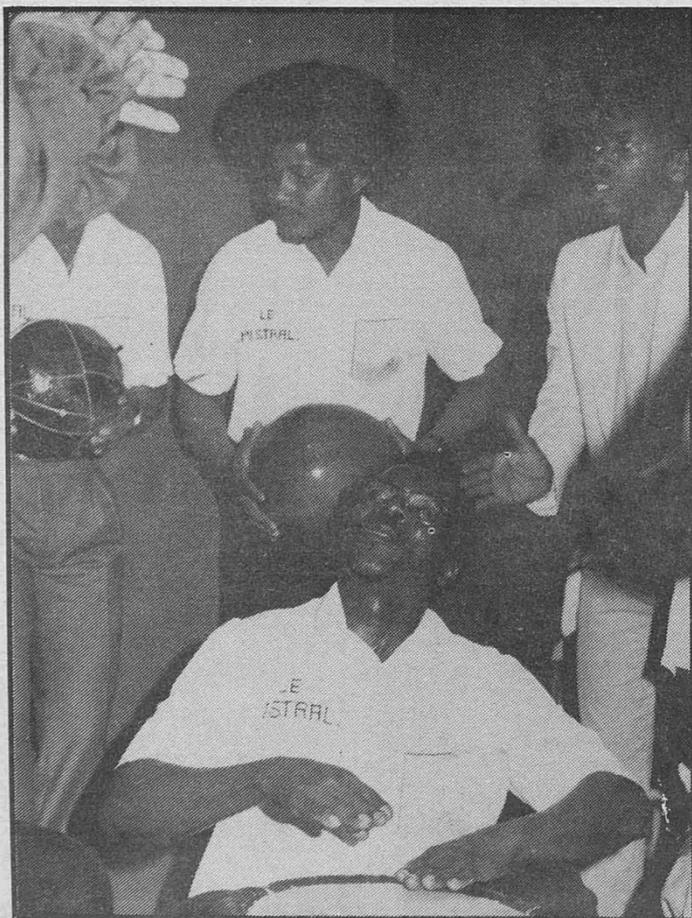


Photo BEZAHIM

Michel Tournier Un écrivain-sourcier

Depuis plusieurs années déjà, Michel Tournier semble bien restituer au roman sa part la plus belle. Travaillant les plus anciennes Trames du genre, il leur redonne un étrange et sacré « drapé »... Prendre au piège d'une fiction de 270 pages la triade des Rois Mages (ces trois petits bonshommes pétrifiés dans l'imagerie chrétienne des crèches de Noël), pourvoir ces « figures » de vie et de passions et en créer une quatrième : Taor, prince du Malgalore, en route vers Bethléem à la recherche de la recette du rahat-loukoum-pistache... Il fallait oser ! Voilà qui est fait avec la récente publication de *Gaspard, Melchior et Balthazar*...

[1] Et c'est tout l'art et la manière de cet auteur que de « jouer » dans les marges de la tradition et du classicisme, d'en perturber savamment l'ordonnance ; effeuiller les grands mythes (« ces histoires que tout le monde connaît déjà »), pour

les faire « basculer » à l'exacte charnière de la métaphysique et de l'esthétique.

Né à Paris en 1924, formé à la philodophie, passé par l'expérience professionnelle de la radio, puis, aujourd'hui, se vouant au seul « métier » d'écrivain avec une grande passion pour les images — la photographie [2] — Michel Tournier pratique la littérature comme une alchimie de faits et de fictions à travers tous les ressorts du langage, tous les brassages historiques et culturels. Prendre l'espace romanesque à bas-le-corps pour lui insuffler ce qu'il appelle : « la dimension mythologique »...

Un écrivain pour qui la littérature est prolifération et effets de miroirs ; au point d'avoir, avec « *Vendredi ou les limbes du Pacifique* » [3] (ce premier livre qui le fit connaître), ré-écrit et ré-inventé « *L'édifiant Robinson Crusoe* » de Daniel Defoe. En guise de réponse à un lecteur étonné

qu'un tel livre ne soit pas dédié à l'auteur d'origine, Tournier déclare dans son essai autobiographique [4] qu'il l'aurait bien plutôt dédié : « à la masse énorme et silencieuse des travailleurs immigrés de France, tous ces 'Vendredi' dépêchés vers nous par le Tiers-Monde ».

Humaniste, Tournier ? Sans doute, mais sans la moindre démagogie avec plutôt une pointe d'hérésie et de cynisme... Des Rois Mages mis en scène dans son dernier roman, *Gaspard, le roi noir de Méroé*, acquéreur par curiosité d'une esclave blanche passe de la répulsion raciale à l'amour de « la blondeur » et c'est ce chagrin d'amour même qui va le mettre en marche dans la machine romanesque. Chez Tournier, le corps est roi et la vérité qu'il recèle voyages de terres en mythes à travers les strates de l'histoire ; aspects jouissifs, aspects goulus d'une œuvre où réel et imaginaire s'engendrent mutuellement.



Entre traditions et « errances » : les sources, l'intelligible du réel et du monde pour un auteur qui ne craint pas l'auto-définition : « *Je suis un naturaliste mystique* »... Près d'une dizaine de livres déjà et le cap sur trois nouveaux projets dont un autour du thème de l'immigration. Michel Tournier ? Un

grand romancier pour un début d'année et une fin de... siècle.

[1] « *Gaspard, Melchior & Balthazar* » (Editions Gallimard).

[2] « *Des clefs et des serrures* » (Editions Chêne/Hachette).

[3] *Vendredi ou les limbes du Pacifique* » (Editions Gallimard).

[4] « *Le vent Paraclet* » (Editions Gallimard, Folio).

[5] en préparation : « *La Goutte d'Or* » (roman).

LIVRES

ANDRE BRINK

Plus qu'un roman, un témoignage

Deux enfants s'amuse à regarder défiler le paysage : « *Nous jouions, Helena et moi, au premier qui verrait quelque chose : 'Ma maison', 'Mes moutons', 'Mon réservoir'* ». Et, chaque fois que nous dépassions une Noire, un Noir, un enfant : « *Mon domestique* ». Deux enfants s'amuse, et à travers leur jeu, c'est toute l'Afrique du Sud — côté blanc — qu'André Brink nous donne à voir.

« *Tu es noir, donc tu es mon domestique. Je suis blanc, donc je suis ton maître.* » Pour les quatre millions d'afrikanners, comme pour ces enfants, la société se trouve ainsi répartie naturellement en deux cercles concentriques qui ne s'interpénètrent jamais, à l'image de la ville. Au centre, les maîtres à la peau blanche vivent dans de jolies maisons bien propres, isolées du ghetto noir d'où chaque matin s'échappe la horde des domestiques, femmes de ménages, chauffeurs, concierges, qui veillent à l'entretien de la jolie ville blanche. Personnages familiers et méconnus d'un univers où tout semble stable et bien réglé, par la grâce de Dieu.

Que connaît Ben Du Toit de la vie de Gordon le jardinier noir de l'école où il enseigne ? Que connaît-il réellement, lui, bon afrikaner moyen, bon père de famille, bon blanc même, du pays où vit Gordon ? Un pays cloisonné par la police et les interdits où, « *lorsqu'un homme se fait ramasser par la section spéciale, on parle de lui au passé* ». C'est ce pays que nous fait découvrir André Brink par la lente prise de conscience de Ben Du Toit... Il suffit qu'un

jour, Soweto, où des enfants ne veulent plus subir la vie d'humiliation de leurs parents, se révolte, se répand vers la ville des blancs. Au plus fort de l'émeute, un adolescent est emporté vers les locaux de la Police Spéciale. Un parmi tant d'autres. Jonathan, le fils de Gordon. Il ne réapparaît plus Gordon, à son tour, disparaît après avoir cherché à faire la lumière sur la mort de son fils, suicidé, dira l'avis officiel. Et Ben Du Toit, parce qu'il a voulu aider un vieil homme noir qui voulait savoir comment et pourquoi était mort son enfant, découvre peu à peu le vrai visage de ce « paradis » où il croyait vivre, la face cachée de

la lune : « *Je ne crois pas que je le savais déjà. Ou, si je le savais, je ne me sentais pas concerné. C'était comme... eh bien, c'était comme la face cachée de la lune. Même si on connaît son existence, on peut très bien ne pas se sentir obligé de vivre avec.* » Disparition de témoins, menaces, attentats, trahisons jalonnent la route de Ben Du Toit au cours de cette saison blanche et sèche. Au bout, la vérité peut-être, mais aussi la mort parce que dès le début, la machine policière s'est mise en place, qui le traque sans répit.

Seul, ayant vu assassiner ceux qui l'aidaient, abandonné par ceux qu'il croyait ses amis, c'est avec lucidité qu'il accepte le verdict, « *pour qu'il ne soit plus possible de dire encore une fois : je ne savais pas* ».

« *Une maison blanche et sèche* », interdit en Afrique du

Sud, est le quatrième roman d'André Brink. L'écriture en est peut-être moins forte que celle d'« *Au plus noir de la nuit* » (Stock, 1976), mais malgré l'avertissement de l'auteur : « *Toute ressemblance avec des personnages ayant existé, existant, ou des situations ayant eu lieu ne serait que*

pure coïncidence », c'est, plus qu'un roman, un témoignage important. Qu'importe que le Héros s'appelle Ben, il pourrait s'appeler André Brink, et les Gordon, Stanley ou Jonathan sont des milliers qui refusent de vivre courbés.

Yasmina Sahli

André Brink : « *Une saison blanche et sèche* ». Stock

EXPOSITION

Une brisure par l'amour

Après deux ans scholastiques des Beaux-Arts de Paris, Rachid se trouve réminiscence juste de sa formation de peintre ; mais, d'abord émigré algérien, il a une autre idée de ses dons exceptionnels, de mystification, et cette foi en la mystification est un souci de l'écriture arabe, dans toutes ses formes, dans toute sa profondeur, et aussi le cri d'une brisure avec l'occident, par l'amour.

Sa foi en la mystification est donc aussi fantastique que l'illusion du figuratif. Et dans les deux, on reconnaît l'école de la patience par la souffrance.

Il se fait conseiller d'une peinture tiers-mondiste dans ce monde moderne. Et cet égard est bien illustré par l'écriture qui naît, qui meurt, dans le modernisme.

Il n'invente rien qui ne peut être conseillé.

Si misérable et si futile qu'a été sa vie, il arrive en la transfigurant, à la concevoir comme une œuvre d'art.

Vous pouvez aller à la découverte d'une empreinte picturale algérienne dont l'auteur vous transporte, où le monde sombre devient une lumière, dans l'écriture peu connue, dans la peinture du Tiers-Monde, même lorsqu'elle est protégée dans l'alliance à travers l'Etat par une association de solidarité.

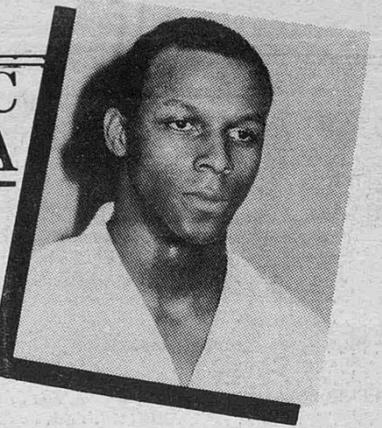
Michel Alimeck

Exposition jusqu'au 18 janvier 1981 de Rachid Khimoune. 12-14 rue Augereau, 75007 Paris.

Comité Ile-de-France Association Solidarité Franco-Arabe.

Champion du monde de Karaté Le Samouraï noir

JEAN-LUC MONTAMA



Pour la première fois, un Antillais est champion du monde de karaté. Justice est faite au talent, à la persévérance, à la volonté de J.-L. Montama, cet esthète du karaté, qui aurait très bien pu être mannequin.

Né à Paris, de père guyanais et de mère martiniquaise c'est un jeune homme bien poli, cool et ouvert. Il était quand même un peu timide (voire, perdait même un peu

Sans Frontière : Pourquoi le karaté ?

Jean-Luc Montama : Quand j'étais au C.E.G. de la 6ème à la 3ème, je faisais beaucoup de sports : foot, basket, tennis. Mon premier contact avec les arts martiaux fut le judo. Puis, je suis venu au karaté par hasard, peut-être parce qu'attiré par le côté « légendaire » de la naissance du karaté (les paysans d'Okinawa), à qui leurs seigneurs interdisaient l'usage et le port d'armes, créèrent une technique de défense à mains nues). Progressivement, le karaté a occupé une place importante dans mon emploi du temps, importance accrue après mon échec au bac (G3, pour faire un B.T.S. de distribution). Comme mes résultats sportifs étaient encourageants et prometteurs, j'ai persévéré, d'où mon service militaire au bataillon de Joinville. Dans le karaté, j'ai trouvé mon équilibre. Pour moi, c'est plus qu'un sport, c'est un art : l'art de combattre un ou plusieurs adversaires à mains nues, dans une norme précise, avec un certain esthétisme.

S.F. : Que représente pour vous le karaté ?



les pédales quand Doudou ou Akli le poussait un peu dans ses tranchées). L'entrevue qui devait durer une demi-heure a duré en fait deux heures. C'est qu'il a des choses à dire, malgré une « tacite obligation de réserve » qui le lie à la F.F.K.

Dans l'entretien accordé à « Sans Frontière » le 12 décembre après son cours au K.C.F., il avait laissé le karaté au vestiaire (ou presque).

J.-L.M. : Le karaté, c'est ma passion, ma profession. Passion parce que je suis très sensible à l'aspect spirituel de cet art martial, et aussi au système de valeurs asiatiques : ajoutez-y la préparation physique, qui permet une meilleure concentration, un meilleur équilibre. C'est toujours utile pour affronter les problèmes de la vie. Le karaté (ou plutôt la F.F.K., à qui je dois tout), m'a permis de voyager de par le monde (sauf aux Antilles). C'est une passion aussi dans la mesure où je ne me forçais pas à penser qu'un jour, je serais champion du monde. Bien sûr, il faut participer, pour gagner ; en fait j'étais arrivé à Madrid, avec la meilleure préparation possible, pour obtenir le meilleur résultat.

C'est ma profession : éducateur sportif. Je donne des cours au K.C.F. au Blanc Mesnil (N.D.L.R. : où habite sa mère et sa famille), il n'y avait pas de section karaté. Je me suis proposé pour la diriger, la mairie et la F.F.K. m'ont accordé le feu vert.

S.F. : Avez-vous été attiré par le « Full Contact » ?

J.-L.M. : Le « Full Contact » m'a plu, non pas pour ses points communs avec le karaté, ou bien à cause des différences au niveau de l'esprit, ou encore parce que le « Full » s'assimile plus à la boxe française techniquement et surtout quant à l'esprit. J'en ai surtout fait pour bien mesurer les différences Full-karaté. Il y a un esprit « casse » que je n'aime pas trop. Enfin de compte, l'expérience n'a pas été négative. Je trouve qu'il y a comme une réminiscence des jeux de cirque dans les combats de « full » ou dans les matchs de boxe.

S.F. : Quels desseins peuvent servir le sport ?

J.-L.M. : Je trouve que les rencontres sportives, dans la mesure où elles réunissent des athlètes de tous horizons, peuvent servir de biais, afin de pacifier une partie des tensions internationales. Mais l'usage qu'il est fait du sport, par exemple dans les pays de l'Est, en temps de paix est regrettable. En effet, le pays qui a les meilleurs athlètes veut souvent se servir de ses résultats pour démontrer que son régime politique est le meilleur.

S.F. : Accepteriez-vous d'aller combattre en Afrique du Sud ? Si oui, quelles seraient vos réactions ?

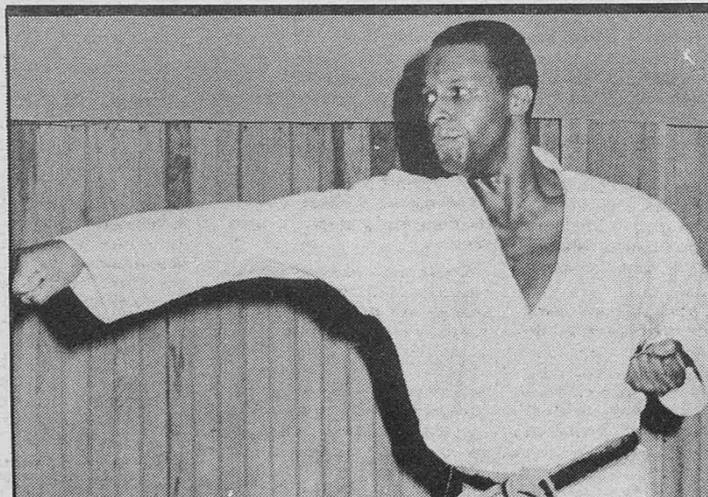
J.-L.M. : Si l'équipe de France doit combattre en Afrique du Sud, je ne vois pas pourquoi j'aurais à la priver de ma présence. Je veux dire par là qu'en tant que karatéka, membre de l'équipe de France, je vais combattre là où la F.F.K. me dit de le faire, mais je n'irai pas combattre là où elle ne voudrait pas que j'aille. S'il y a des problèmes, comme pour Noah, en Afrique du Sud, c'est à l'équipe de France de les régler. Mon domaine, c'est le « tatamis ». En-dehors, c'est l'Equipe qui dirige tout. Je veux dire que j'irai pour combattre, j'éviterais d'avoir des réactions autres que sportives. Si je m'y rends de moi-même, avec mes amis, mon comportement sera certainement différent. Là, c'est une autre histoire.

S.F. : Voulez-vous dire que le sportif Montama prime sur l'homme Montama ?

J.-L.M. : Oui et non. Oui, tant que je serai dans l'équipe de France. Ce sont les résultats sportifs d'abord. Mais je n'existe pas qu'en tant que champion du monde de karaté seulement. J'existe aussi en tant qu'être humain. Et les réactions de Montama, être humain, sont différentes de celles du Montama sportif. Non, dans la mesure où le karaté cèdera bien à l'homme. Et là, vous découvrirez un autre Montama. Pour le moment, ma carrière sportive prime et j'œuvre au maximum dans ce sens, sans pour autant limiter ma personnalité.

S.F. : Vous ne pensez pas que le sport est au service de la politique ?

J.-L.M. : Je suis un sportif apolitique. Il y a des sportifs qui prennent des positions politisées. Moi, je distingue fermement le sport de la politique. Que Clay prenne des positions bien précises en tant que Black Mulsims, que Marejo prenne la parole à Moscou, que Drut adhère à un parti politique, etc.



Jean-Luc Montama — 24 ans France senior 1977-78-79.
— 1,89m, 85kg.

Champion du monde poids lourd de karaté (ShotoKan) 1980.

Avant d'en arriver là, il fut d'abord champion de France junior 1976-77, champion d'Europe 1975-76, champion de

je ne les juge pas. Les contextes sont différents et les personnalités aussi. Le karaté est un sport amateur et j'ai une certaine idée du karatéka et du karaté, idée qui n'a rien à voir avec la politique. C'est vrai que le sport peut être au service de la politique, mais certainement pas le karaté.

S.F. : Comment vous situez-vous en tant qu'Antillais ?

J.-L.M. : Bon, mes parents sont Antillais, je parle et comprend le créole, mais je n'ai jamais été aux Antilles. Cela me manque. J'ai très envie d'aller voir sur place comment les choses se passent. J'ai grandi et vécu à Paris, Je me sens plus Français qu'Antillais de mentalité. Je suis Français, de nationalité et à part entière, ce qui ne veut nullement dire que je renie ou j'oublie ma culture antillaise. Sinon, en-dehors de ma famille, j'ai des amis antillais et autres. Je ne suis pas sectaire.

S.F. : Vous ne pensez pas que la situation de certains Antillais est peu enviable ?

J.-L.M. : C'est vrai qu'il y a beaucoup d'Antillais postiers ou infirmiers. C'est une situation entretenue, certes. Par qui ? Pourquoi ? Comment ? C'est un autre débat.

S.F. : Votre réaction face au racisme ?

J.-L.M. : Il est préférable de répondre par le mépris, mais il y a certaines agressions verbales auxquelles on répond de vive voix. Pas d'agression physique. Le problème du racisme est délicat et complexe. Il inclut l'appartenance à une classe sociale, la couleur, les affinités entre les individus, sans compter les difficultés de la vie qui sont les mêmes pour tout le monde. Le stress n'a pas de couleur. Cela joue sur la susceptibilité des gens. Si on refuse un travail à un Noir, cela ne veut pas forcément dire qu'on est raciste et inversement, ce n'est en disant « tenez, moi, j'ai don-

né tel poste à un Noir », qu'on n'est pas raciste. Le comportement raciste est un peu primaire ; pour que l'homme progresse, il faut qu'il rencontre son homologue, pour un homme Sans Frontière, un homme universel.

S.F. : Comment ressentez-vous l'image que l'on donne des immigrés ?

J.-L.M. : Je suis contre l'image tronquée et péjorative que l'on donne des travailleurs immigrés.

S.F. : Cette image négative provoque un ghetto, un rejet ?

J.-L.M. : En quelque sorte, oui. Mais dire qu'il y a toutes les classes sociales à montrer, avec leurs caractéristiques et leurs aspects positifs ou négatifs.

S.F. : Que pensez-vous de la démarche de « Sans Frontière » ?

J.-L.M. : C'est bien, comme démarche. Quant au journal, je ne peux pas me prononcer, je ne l'ai pas encore lu. Je suis pour le pluralisme et surtout pour l'objectivité dans l'information. Nous aurons un jour quelque chose à construire, et nous en serons responsables : il faudra des gens compétents. Si mon apport est de donner des cours de karaté, pourquoi pas ?

S.F. : Dans un foyer de travailleurs, par exemple ?

J.-L.M. : Non, pour toutes les personnes qui veulent venir, quelle que soit leur couleur, leur classe sociale.

S.F. : Une femme peut-elle faire du karaté ?

J.-L.M. : Oui, il suffit d'apporter certaines modifications techniques, par exemple, de travailler plus en esquive. Tout comme on modifie l'apprentissage quand il s'agit d'enfants ou de personnes âgées.

S.F. : Votre image de la femme : karatéka, sportive ?

J.-L.M. : Pas forcément : si elle l'est, je n'ai rien contre. Mais surtout féminine et moderne. L'émancipation des femmes a été une chose salutaire. Bon, bien sûr, il y a des limites. Je veux dire qu'il y a des domaines spécifiques à l'homme et d'autres à la femme (ex : la femme mécano quand même pas). Sinon, une répartition égalitaire des tâches est normale. Une femme actuelle...

S.F. : Vos distractions ?

J.-L.M. : Je joue de la guitare et de la flûte. Je prends des cours d'art dramatique, j'écoute toutes sortes de musique...

S.F. : Jean-Luc Montama, un exemple pour la jeunesse ?

J.-L.M. : Je ne sais pas.

S.F. : Pourquoi pas ?

Entretien conduit par
H.D. Kalalobé
Reportage photo : Akli

AGENDA

PARIS

Expositions

Visage et paysage de Kabylie de **Amar Hadjih**. Immigration en noir et blanc de **Benne Abdelhak**. A l'atelier 74 (74 rue de la Verrerie) jusqu'au 2 février.

Peintures et sculptures de **Anna Stein**, **Ceramique** de **Istan Ennodi**, à l'Espace **Bouvier** (31 rue Bouvier, 75015).

Exposition vente d'artisanat d'Amérique Latine (tissage, objets de cuir, objets en terre cuite, etc.) jusqu'au 10 janvier au **Centre Culturel Latino-Américain** (6 rue des Fossés St-Marcel).

Les jardins d'or du prince **Genji**, paysages intérieurs, d'admirables peintures japonaises du 17ème siècle. L'art des espaces vides et du silence, à la **galerie Janelle Ostier**, 26 place des Vosges jusqu'au 15 janvier.

N'Guyen Van Minh. L'un des maîtres de la laque au Vietnam. Au 22 Boulevard Malesherbes jusqu'au 23 janvier.

Musica

Zouc « R'album » jusqu'au 4 février à **Bobino** et à partir du 8 janvier (date de son anniversaire), allez écouter **Guy Bedos**, il a de bonnes histoires à vous raconter.

Si vous aimez le jazz et bien sûr, si vous avez de la thune à dépenser, il y a un endroit sympa à Paris où on peut écouter du bon jazz, c'est au **Dreher**, c'est un bar américain, place du Châtelet, du 1^{er} au 10 janvier, vous entendrez **Kenny Drew** au piano, **Alby Cultar** à la basse, **Al Levitt** aux drums. Et du 11 au 18 janvier, **Memphis Slim** pianotera pour vous.

Un groupe bolivien se produit actuellement au **Théâtre du Ranelagh**, j'ai assisté à un tourbillon de musique et de danse des Indiens des Andes, au son des flûtes et des tambours. On retrouve en effet pendant le spectacle les racines des communautés paysannes où ces six musiciens ont fait école. Ils nous restituent cette pratique ancestrale où la musique et la poésie font osmose.

Parce que cette riche culture est restée vivante malgré les violences et les destructions successives de l'histoire. **Bolivia Manta** mérite le détour. Au **Ranelagh**, 5 rue des Vignes, 75016, tous les jours à 20 heures, dimanche et fêtes à 18 heures. Tél.: 288.64.44.

Si, par contre, vous êtes branchés par le rock, allez, courez au **Golf Drouot**, du 2 au 9 janvier, vous éclaterez sur **Tremplin**, le 3 janvier, saoulez-vous avec **Elixir** et le 10 janvier, vous finirez en beauté avec **Roxane**.

Michel Hermon chante plein de nouvelles chansons à partir du 7 janvier à 20h30 au **Théâtre Petit Forum** (Forum des Halles).

Le groupe **Imago** à partir du 13 janvier à 20h30 au **théâtre de la Gaité-Montparnasse**.

Jacques Higelin, « alertez les bébés ». Pour aller l'entendre, le plus dingue des auteurs-compositeurs **Rock-Spectacle**, à voir et à entendre, de Paris à New-York... et New-York Paris au **Mogador**, 25 rue Mogador (285.28.80), 20h45.

Djamel Allam, au **théâtre de la Ville** (place du Châtelet), du 13 au 17 janvier (18h30). Si bien sûr, vous aimez la Kabylie.

Baden Powell et sa guitare vous transportera au Brésil, pays de la Bossa Nova, jusqu'au 4 janvier à 20h30 au **Palais des Glaces** (37 rue du Fg du Temple)

Djibi Soumane (chanteur sénégalais), au **Théâtre Noir** (23 rue des Cendriers - Tél.: 797.85.12) jusqu'au 11 janvier 1981).

Téléfilm

Vendredi 2 janvier 1981 - A2, 23 heures.

« Les Raisins de la colère » de **John Ford**, avec **Henry Ford**, **Jane Dauvell** (V.O., 1940) : L'épopée d'une famille « chômeuse », chez les exploités de Californie. Film à voir absolument, toujours d'actualité.

Dimanche 4 janvier 1981 - TF 1, 20h30

« **Laurence d'Arabie** », de **David Lean**, avec **Peter O'Toole**, **Alec Guinness**, **Anthony Queen** (1963) : L'épopée d'un Anglais empreint « d'arabité », pour des buts peu clairs (?).

BANLIEUE

Corbeil sur Essonne

Ali Khiran Ben Azouz (chanteur arabe) se produira à 20h30 au **Mille Club des Tartarots**.

Nogent le Roi

Chiquita et son orchestre vous fera danser comme au Portugal de 21h à 3h du mat', à la **salle des fêtes de Coulons**.

Ali Khiran Ben Azouz chantera de 17h30 à 19h à l'**association fraternelle** (7 rue de Cambrai, 75019).

Sartrouville

Le Chili, pays lointain où règne la dictature de **Pinochet**, pour ne pas oublier, allez écouter **les Quilapayun** au **théâtre Sartrouville**.



Argenteuil

Au **théâtre Jean Vilar** : **Geoffrey Oryema** se produira à 14h30, le **groupe portugais de Francoville** à 15 heures ensuite le **groupe africain de Sedaine**.

Choisy le Roi

Geoffrey Oryema à 20h30 au **théâtre Paul Bluart**.

PROVINCE

Béthune

François Béranger à 21 heures au **Théâtre Municipal**.

La Rochelle

Week-end du 9 au 10 janvier « **Rock au féminin** », avec **Orchidée**, **Armande Altaï**, **Sapho**, **Valérie Lagrange**.

Poitiers

Du très bon jazz avec le **Gol-den Gate Quartet**, à 21 heures, le 13 janvier, au **théâtre municipal**.

Vesoul

Le quatuor **Fawzi el Aiedy** le 9 janvier au **centre culturel**.

Annecy

Hester Street : de **Miklin Silver** - Théâtre - lundi 5 - 18h30

Intérieurs : de **Woody Allen** - Cinéma Casino - Mardi 6 - 21 heures.

Voyage au Pays du Rire avec **Font** - Jeudi 8 - Théâtre - 21 heures.

Amnesty International - Musique **Patrice Fontanarose**, **violin**, et **Bruno Rigutto**, **piano**. Théâtre - Samedi 10 - 20h45.

Aix en Provence

Fête de solidarité Français-Immigrés, le 11 janvier, à 15 heures, à la **salle des Fêtes** (film maghrébin, chansons arabes).

Marseille

Rencontre autour de la percussion ; **Djamchid Cherami**, **Zarb**, musique traditionnelle iranienne, **touchers** : percussion contemporaine. En coproduction avec le **Grim** 15 janvier ; débat : « **Quel enseignement de la percussion ?** ».

BEZIERS

Peintures de prison de **Derkaoui**, seront exposés du 17 au 31 dans le **hall du théâtre municipal**.

AMIENS

Cinéma Tiers Monde

Alexandrie Pourquoi ? (Egypte) de **Youssef Chahine** le 6 janvier

Le **Troupeau** (Turquie) de **Zeki Okten** 1978 130 mm le 7 janvier

Mamito (France) de **Christian Lara** 1979 90 mn, rencontre avec **Lara** 21 h sous réserves. Le 8 janvier

Le soleil des Hyènes (Tunisie) le **Ridha Behi** 1977 100 mn le 9 janvier

Comme la mer et ses vagues de **Edna Polit** 1980 90 mn le 10 janvier

Inter service migrants organise trois journées de rencontre autour de la Tunisie le 15, 16 et 17 janvier ; les peintres d'origine tunisienne sont invités à y participer, contacter **Salah Riza** au 203 02 86 et cela, avant le 12 janvier.

La journée du 17 sera consacrée à une rétrospective du cinéma tunisien en France et suivi d'un débat sur les conditions de production et création artistique dans le tiers monde : les cinéastes et cinéphilosophes y sont vivement conviés.

Annonces Sans Frontière

Job

Nous vous rappelons que la **Fasti** recherche pour le 1^{er} janvier un **animateur national**. Faites-le savoir, **Fasti**, 4 square Vitruve, 75020 Paris.

Le Havre. L'association « **La Lézarde** » gérante d'un foyer de travail leurs migrants, propose un **emploi à mi-temps** dans l'équipe de salariés responsables du foyer. Profil du poste : intervention dans la comptabilité courante et l'entretien courant, participation à l'action d'animation, d'aide sociale et aux permanences de nuit (une ou deux par semaine) et de week-end (1 sur 3). Date d'embauche, le 1^{er} février. Rémunération 2090 francs par mois pour 20 heures par semaine. Ecrire ou téléphoner au Foyer de la Lézarde, rue des Limites, 76700 Harfleur. Tél.: (35) 47.09.26

L'équipe de **Prévention de Saint-Jean de la Ruelle** (banlieue d'Orléans), cherche un **éducateur spécialisé**. Envoyer curr. vitae au président de l'association, BP n° 10 24, ou adresse : Club de la Prévention, 20 rue des Salmonneries, Saint-Jean de la Ruelle, 45100 Loiret.

Bric-à-brac

Vends 2 poufs tunisiens, état neuf, 150F pièce. **Vends 2 cages oiseaux**, style **Sidi Bou Saïd** (Tunisie), 250F pièce. Contacter **Driss**, tél.: (16-38) 54.18.82, ou laisser message au journal.

Recherche une chambre ou un studio pas cher et cela très v...i...t...e...e... Tél. au 278.44.78, demandez **Mohamed**, il est le seul **Mohamed** au journal.

Toutes personnes ayant des **livres d'économie** de première année de fac. Est-il possible de me les envoyer because pas de fric (pas de bourse ni d'Algérie, ni de France). Adressez cela à **M. Nemmiche Abdelnasser**, 26 rue de la Scarpe, 62145 Angres.

Le **Journal « Sans Frontière »** cherche 4L fourgonnette ou J7 ou Estafette pas trop cher. Tél. au 278.44.78

Paco cherche chambre dans Paris ou environs, 500 francs. S'adresser au journal : 606.15.68 ou 278.44.78.

Alphatis organise un nouveau cours d'arabe dialectal (maghrébin) à partir du mercredi 7 janvier 1981, à 18h30, au 10 rue Affre, 75018 Paris

Messages

Appel à tous les dessinateurs immigrés(ées) ou pas, envoyer nous vos dessins à la rédaction du journal. Mettez-vous à la tâche

Tayeb, le jeune de Garges les Goneses, je te signale que je t'ai attendu à **Sans Frontière** pour voir tes dessins, tu peux toujours les adresser à la rédaction.

Cherche noms et adresse de revues ou journaux ou je pourrais passer des annonces gratuites en tous genres, tous pays : Espagne? Italie? USA, Canada, Suède, Angleterre, Danemark, Liban, Autriche, Suisse, Hollande? Brésil, Mexique. Comment procéder ? Un grand merci pour ceux qui me répondront. Si vous avez besoin d'un service si c'est dans mes possibilités n'hésitez pas à m'écrire **M'Kara Saadi** BP 31 Tizi Ouzou RP Algérie

Salut à vous mes camarades de « galères en palais », **Laprice**, **Petit**, **Patrick**, **Milou**, **Guy**, **Gilles**, **Bernard**, **Nordine**, **Marion**, et à celui qui n'avait autrefois offert une superbe cassette de **Jacques Brel**. Bon courage à tous. Par ailleurs **Nordine** d'Epernay se joint à moi pour

embrasser son frère **Kader**. **Sahli Bouzid**, centre de détention, 1 rue Hôtel des Monnaies, 63200 Riom.

A tous ceux qui ont volé ma voiture, une 2CV bleue, matricule 2265 GP 94 à Nation, tél. à Antonio, 074.20.15, pour me dire où vous avez mis la voiture, je n'ai pas d'argent pour en acheter une autre.

Jeune français, 21 ans? actuellement dans un lieu d'accueil rural pour enfants, je serais intéressé de pouvoir vivre avec des enfants en Algérie pendant un mois (centre de vacances, lieux de loisirs...) Quelqu'un pourrait-il m'aider à trouver ou même me proposer un tel travail, je n'écris ni ne parle arabe. Merci. **Schneider Laurent** Le Corry Ferron 11240 Bezveze du Razès

Sans age **Kaffour Haffour Hamdi**, habitant 26 rue **Bernou Touay** Mostaganem, Algérie, désire correspondre avec femme sans limite d'âge et sans frontière. Merci de vos réponses.

Française ! Jeune Marocain de 18 ans aimant la musique, voyages, sport, désire correspondre avec filles sans frontière mais parlant français. Ecrire à **M. Mehdaoui Abdelkader**, 92 rue **Abdelkrim Khattabi**, H.E. Berkane, Maroc.

Mon soleil : Jeune homme 25 ans, cherche correspondant(e)s pour recevoir un peu de soleil dans ma triste grisaille, afin que je puisse m'évader en votre compagnie. **M. Ouasti Lahcene**, 2288.F2.218, 5bis rue **Alexandre Turpault**, 78390 Bois d'Arcy.

Amitié kabyle : Jeune Kabyle de 20 ans, désire lier amitié et plus si affinités avec femme de 28 ans, douce et sympa, nationalité sans frontière. **M. Mezioud**, B.R. PR.93120 La Courneuve (4 routes).

Aimerai rencontre envie de lier une amitié avec une jeune personne habitant **Massy** ou **Palaiseau**, 18 à 25 ans. **Badoual PR**. **Massy Palaiseau**, 91300.

Supercool : jeune homme, 26 ans, caractère cool, j'aimerais rencontrer femmes mûres, écrire à **Torjemane Adel**, PR Paris 53, 46 rue **Poussin**, 75016 Paris.

La jeunesse ! Jeune Algérien, 23 ans, souhaite rencontrer dames de 40 à 50 ans. **Laacher Abdel Hakim**, PR 138 rue de **Chanzy**, 78800 Houilles.

Pour offrir
des livres des pays de l'immigration
Librairie la Goutte d'Or

Librairie la Goutte d'Or

35 rue Stephenson
75018 Paris
Tél. 606 15 68

L'IMMIGRATION AFRICAINE EN ITALIE

Par Vincenzo Consolo

L'émigration africaine en Italie a une histoire récente qui remonte à dix, douze ans. Elle est surtout arabe, des pays du bassin méditerranéen : Tunisie, Egypte, Maroc, mais vient aussi de Somalie et d'Éthiopie. Les raisons de ces courants d'émigration doivent être recherchées dans les crises économiques ou les guerres des pays d'origine.

Pourquoi l'Italie ? L'Italie, comme on le sait, est cette péninsule qui s'allonge dans la Méditerranée et effleure presque l'Afrique. C'est donc la première terre que rencontrent ceux qui ont décidé de traverser la Méditerranée. C'est la première étape pour d'autres destinations plus lointaines (France, Allemagne, Belgique...) ou bien c'est la destination même et c'est ce qui peut paraître étonnant, si l'on pense que l'Italie est issue d'une dictature fasciste qui a duré vingt ans, d'une guerre désastreuse, puis de trente ans de transformations radicales (pays agricole, devenu pays industriel), d'une reconstruction de l'après-guerre suivie vers les années 60, d'un « miracle économique » factice, et qu'elle se débat depuis une quinzaine d'années dans une crise économique à la limite de la catastrophe. Pourquoi les Africains (1) décident-ils d'émigrer en Italie,

alors que c'est un pays pauvre, un pays qui en 70 ans (de 1900 à 1970) a enregistré une émigration vers l'extérieur de quatorze millions de travailleurs ? Il est difficile de donner une raison précise, mais on peut tenter d'avancer quelques hypothèses.

Tout d'abord, comme nous l'avons dit, la proximité de l'Italie et de l'Afrique, et le fait, donc, qu'elle n'est pas tout à fait étrangère aux autres pays du Bassin méditerranéen (tout au moins en ce qui concerne le sud du pays) ; de plus, l'Italie et surtout le sud, étant un pays économiquement faible à capitalisme arriéré, ne met pas en branle toutes les défenses adaptées par les pays ayant une économie plus avancée, tels que l'Allemagne, la Suisse, la France. Car s'il y a des lois réglementant l'immigration des travailleurs étrangers en Italie, il n'y a pas de contrôle, ou plutôt il n'y en a que quand cela arrange les autorités. Par rapport aux autres pays européens, l'Italie peut sembler un pays extrêmement libéral et tolérant ; mais il n'en est rien. Les lois sont délibérément ignorées, ce qui n'empêche pas la police ou les services « étrangers » de la préfecture d'intervenir quand le travail au noir des Africains et leur exploitation ne sert plus aux innombrables

petites entreprises qui ont créé, ces dernières années, en Italie, ce qu'on a appelé l'« économie souterraine ».

QUELLES SONT LES CONDITIONS DE VIE, QUEL EST LE TRAVAIL DE CES IMMIGRÉS AFRICAINS EN ITALIE ?

On peut facilement imaginer leurs conditions de vie. Comme dans le principe des vases communicants, la dynamique étant représentée par le besoin et la pauvreté, ces travailleurs vont remplir les vides laissés par les travailleurs italiens qui émigrent vers le centre de l'Europe ou en Amérique. Et les vides sont toujours plus bas, là où le travail est le plus dur, le plus dangereux, le plus humiliant, le moins rémunéré. En Italie du

Nord comme en Italie du Sud, la situation est la même : clandestinité, marginalisation et exploitation. Il suffit d'aller voir à Mazzara del Vallo ou à Castelnuovo en Sicile, comment vivent et comment sont exploités les cinq mille Tunisiens qui y habitent ; ou d'aller à Rome dans les quartiers proches de la « Stazione Termini » (la gare), les Somaliens, Éthiopiens ou Érythréens (qui se souvient de ce pauvre garçon somalien brûlé vif près de la Piazza Navona ? [2]). A Turin la ville la plus raciste d'Italie, où la discrimination et la ségrégation sont déjà exercées envers les immigrés de l'Italie méridionale ; à Gènes, dans les quartiers près du port ; à Milan, ville d'affaires désabusée, où le racisme est remplacé par une exploitation implacable, les femmes de la bourgeoisie milanaise ont toutes une ou deux bonnes somaliennes ou érythréennes ; les restaurants de Milan ont des plongeurs égyptiens ; la plupart des débardeurs des halles ou des dépôts de marchandises ferroviaires sont africains. Et tous, naturellement, travaillent au noir. Ils sont donc sous-payés, n'ont aucun assurance sociale et peuvent être licenciés d'un jour à l'autre.

QUELLE EST LEUR CONDITION JURIDIQUE ?

Elle est presque toujours irrégulière et expressément tenue dans l'irrégularité par les autorités italiennes. Pour prendre un exemple : sur environ cent mille travailleurs arabes immigrés en Italie, seuls 2700 ont un permis de séjour régulier (visa touristique de trois mois. A chaque échéance, ces travailleurs sont obligés d'aller en Suisse ou en Yougoslavie pour faire renouveler leur per-



photo Mustapha

mis). Moins de cent travailleurs arabes ont obtenu des permis de séjour pour motifs de travail ; la plupart des travailleurs africains vivent donc dans des conditions de clandestinité et de chantage continuel.

QUELS SONT LES RAPPORTS DES IMMIGRÉS AFRICAINS AVEC LA POPULATION ITALIENNE ?

Plus les endroits où ils résident sont riches, plus ils sont marginalisés. Ils habitent toujours dans des quartiers dégradés ; ils sont amassés dans des maisons ou des pensions souvent déclarées inhabitables et dans lesquelles ils dépensent des sommes énormes pour avoir un lit. Dans les endroits plus pauvres, ils ont plus de contacts avec la population, comme à Mazzara del Vallo où ils cohabitent très bien avec la population locale dans ce qu'on appelle « la Casbah » ; il y a eu des mariages entre jeunes Tunisiens et des filles de la région, mais il y a tout de même eu dans le passé, sous la pression de forces réactionnaires de véritables persécutions contre les arabes. A Turin, Milan, Gènes, Rome, je crois qu'ils sont complètement isolés : ils vivent entre eux, fréquentent leurs bars, leurs boîtes ; dans les villes du nord, les jeunes Africains sont parfois utilisés d'une manière raciste comme objets sexuels. Les seuls à être organisés de quelque façon, qui sachent se défendre, et qui aient conscience de leur situation d'immigrés et exposent leurs problèmes en public, devant les autorités, ce sont les Érythréens.

COMBIEN SONT-ILS ET D'OÙ VIENNENT-ILS ?

On calcule que les immigrés en Italie sont environ 500 000. Mais c'est un chiffre qui oscille suivant les saisons et les périodes où les contrôles policiers sont plus ou moins intensifs. Ils viennent et il me semble que nous l'avons déjà dit — des cô-

tes d'Afrique septentrionale : Egypte, Maroc, Tunisie, Éthiopie, Somalie, Érythrée —. Il y a également un bon nombre d'Irakiens, Iraniens, habitants de Ceylan et des Philippines.

QUEL EST L'INTÉRÊT DES INTELLECTUELS ET DES HOMMES POLITIQUES ITALIENS POUR LE TIERS-MONDE

Parmi les intellectuels et les écrivains, le seul qui se soit toujours intéressé au Tiers-Monde, à l'Afrique, et surtout à l'Afrique noire, c'est Moravia. Mais Moravia, dans le sillage de Gide plus que pour des raisons historiques, politiques ou sociales nourrit cet intérêt pour des raisons d'existence existentielle. Puis, il y a L. Sciascia, qui a toujours vu la culture et la civilisation arabe comme la matrice de la civilisation sicilienne, de la façon d'être des Siciliens. Mais de ce point de vue, l'Italie a une vieille tradition arabisante, des savants de culture arabe (du Sicilien Pitre à Schiapparelli et Gabrieli). Quant aux politiciens, ils commencent juste à s'apercevoir de la présence des travailleurs africains en Italie. Il y a eu de temps en temps des reportages dans les journaux ou des enquêtes. Mais ce n'est qu'en juin dernier que s'est tenu à Palerme le premier congrès sur le thème : « Immigration Arabe en Italie et en Sicile ». Mais sur un plan strictement politique, syndical, gouvernemental, le problème de l'immigration africaine en Italie reste volontairement ignoré.

Vincenzo Consolo
Traduit par
Dyane Secci

(1) Africains dans le texte signifie habitants et originaires d'Afrique du Nord et d'Afrique noire.

[2] Le Somalien Ahmed Ali Giama assassiné le 22 mai 1979 en plein centre de Rome Piazza Navona.



photo Mustapha